

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

**LES
BANQUES POPULAIRES
EN
ROUMANIE**

Présentée et soutenue le Vendredi 2 Juin à 3 h. 1/2.

PAR

Constantin C. DAMIAN

Avocat

Président : C. PERREAU

Professeurs { **H. TRUCHY**
Ed. ALLIX

PARIS

—
1922

**LES BANQUES POPULAIRES EN
ROUMANIE**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
BANQUES POPULAIRES
EN
ROUMANIE

Présentée et soutenue le Vendredi 2 Juin à 3 h. 1/2.

PAR

Constantin C. DAMIAN

Avocat



Président : C. PERREAU

Professeurs { H. TRUCHY
Ed. ALLIX

PARIS

—
1922

A LA MÉMOIRE DE MES SŒURS AIMÉES

MARGUERITTE ET HELENE

En témoignage de vive affection et de profond regret.

LES BANQUES POPULAIRES EN ROUMANIE

INTRODUCTION

Il est indispensable pour étudier l'organisation et le rôle des banques populaires en Roumanie, d'examiner rapidement la situation de la classe paysanne, avant la création de ces institutions de crédit et d'économie rurale.

Dans la première moitié du ^{xix}^e siècle, la situation économique et intellectuelle de la classe paysanne roumaine était encore très arriérée par suite de la résistance aux progrès de la classe gouvernante des boïards, qui ne voulait pas renoncer à ses privilèges.

D'ailleurs, la question nationale préoccupait seule les meilleurs esprits, car le peuple roumain, d'origine latine, géographiquement situé en avant-garde du groupe latin d'Occident, entouré de peuples slaves et longtemps écrasé par la domination turque, avait à se défendre des ambitions de la Russie et de l'Autriche-Hongrie.

Après le mouvement de réveil national de 1848, commencé grâce à l'initiative de jeunes gens élevés en France, les deux principautés de Moldavie et de Valachie purent se rapprocher et avec l'appui de l'empereur Napoléon III réaliser enfin l'Union le 24 janvier 1859. Ce résultat atteint, l'attention des hommes d'Etat devait aussitôt se porter sur la situation matérielle et morale des paysans.

La classe paysanne était réduite à un véritable servage économique ; elle ne possédait rien des immenses propriétés cultivées ; elle végétait dans un effroyable état de misère et d'ignorance. En 1864, après le coup d'Etat d'Alexandre I^{er} Cuza, un homme de large intelligence, M. Mihail Kogalniceann, alors premier ministre, comprit qu'il fallait, dans une certaine mesure, rendre les paysans propriétaires.

Cette importante réforme agraire marquait une sensible amélioration dans la situation de la classe rurale, qui pouvait désormais posséder ; mais ce serait une erreur de croire qu'elle arrachait les paysans à la misère ; leur situation économique n'avait pas beaucoup changé car, ayant besoin d'argent pour travailler les terres, ils étaient forcés de s'adresser aux usuriers ; or, comme la plupart de ceux-ci n'avaient d'autre but que de bien placer leur argent, les paysans obligés d'emprunter à un taux allant jusqu'à 250 % et même 500 % par an, ne pouvaient s'accommoder de conditions aussi onéreuses.

Certaines pièces de théâtre d'Alexandrie (1) ont stigmatisé la rapacité des usuriers.

Il y eut des tentatives pour faciliter le crédit dans le but d'arracher les paysans à la griffe des prêteurs.

Ainsi, en 1881, le ministre J. C. Bratiano vota la première loi de crédit populaire qui créait autant de « *Crédits Agricoles* » qu'il y avait de districts dans le pays.

L'application très difficile de cette loi n'a pas apporté les résultats attendus.

Mais en 1892 intervint une nouvelle loi qui, au lieu de créer autant de banques qu'il y avait de districts, établissait une seule banque centrale appelée « *Crédit*

(1) Lipitorile Satalor.

Agricole », ayant son siège à Bucarest et des succursales dans les villes de province.

L'espoir qu'avaient fondé les organisateurs de cette institution fut aussi déçu, car au lieu d'avantager la classe la plus nombreuse, la classe paysanne, cette loi favorisait les grands propriétaires et laissait comme auparavant les paysans sous le coup des usuriers, qui continuaient à spéculer sans aucun scrupule.

Une réaction devait se produire.

Elle partit de l'initiative privée, encouragée par les instituteurs et les prêtres des villages, organisée et conduite par *Spiru Haret*, grande personnalité scientifique et politique, démocrate sincère et convaincu qui a consacré toute sa vie à l'éducation intellectuelle et économique de la population rurale, en cherchant à concilier les intérêts de celle-ci avec les intérêts des autres classes et à réaliser ainsi une parfaite harmonie.

Comme il connaissait profondément les difficultés sociales et économiques qui avaient pesé sur la Roumanie, il commença par organiser l'enseignement primaire en le rendant obligatoire, pour diminuer le nombre de ceux qui ne savent ni lire ni écrire.

Puis il organisa le crédit populaire rural, pour améliorer la situation économique de la population rurale.

Il mérite, en le comparant avec beaucoup de raison à *Buchez*, à *Schulze-Delitsch*, à *Raiffeisen* et à *Luigi Luzzatti*, d'être appelé « le père de l'économie et du crédit populaire ». Mais en 1893 on ne peut véritablement parler de l'existence du crédit populaire et par conséquent d'institutions de crédit populaire, fondées comme on le prétend, sur l'esprit de solidarité.

Jusqu'en 1903, ces institutions n'ont pas été reconnues comme ayant une personnalité juridique.

C'est la loi du 28 mars 1903 qui accorda cette qualité.

Cette loi — *Em. Costinesco* — fut soutenue plus particulièrement lors des débats parlementaires, par MM. *Alexandre Constantinesco* et *C. Stere*.

Elle constitue un pas en avant dans le domaine du crédit et de l'économie rurale, et demeure la réforme la plus intéressante, au point de vue économique et social, depuis le partage et la mise en possession des terres expropriées en 1864.

Cette réforme d'économie rurale, dans un intervalle de moins de 30 années, a produit des résultats qu'on pourrait qualifier de merveilleux.

Ils sont dûs à l'activité déployée dans l'organisation des banques populaires par des hommes comme *Spiru Haret* et après lui, *Fotin Enesco*, *J. G. Duca*, *Vintila J. C. Bratiano*, ainsi qu'au dévouement, au travail, à l'honnêteté des instituteurs et des prêtres des villages.

CHAPITRE PREMIER

Définition des banques populaires

Historique de ces banques en : France-Allemagne-Roumanie.

Les banques populaires en Roumanie sont des sociétés coopératives de crédit et d'économie, à capital variable.

Les unes sont des sociétés anonymes avec caractère commercial ; mais leur nombre est très réduit comme nous verrons plus loin ; d'autres, qui constituent la majorité, sont des sociétés de crédit et d'économie, ayant *le caractère agricole*.

Les unes et les autres sont formées par des habitants honnêtes et laborieux des villages, qui mettent les économies de leur travail en commun pour faciliter le crédit nécessaire aux associés d'abord, aux non-associés ensuite, en vue de l'amélioration de l'état matériel et moral de la classe paysanne. Elles sont des institutions de crédit dans lesquelles les associés sont en même temps les prêteurs et les emprunteurs. Il y a deux catégories des banques populaires suivant le caractère et le siège où elles fonctionnent :

- 1) Les banques populaires rurales, qui sont des insti-

tutions de crédit et d'économie, fondées à la campagne, ayant *le caractère agricole* ;

2) Les banques populaires urbaines, qui sont aussi des institutions de crédit et d'économie, mais fondées dans des villes et ayant *le caractère commercial*.

Les banques populaires rurales appelées aussi *Sociétés coopératives de crédit rural*, sont de beaucoup les plus importantes. Elles sont des institutions vraiment démocratiques, des sources inépuisables de crédit pour les paysans, auxquels elles accordent des prêts dans les conditions les plus avantageuses.

D'une façon générale, l'origine de ces institutions de crédit populaires est très ancienne ; elle remonte au moyen âge ; mais leur développement ne commence qu'à partir de la deuxième moitié du *xix^e* siècle.

Avant d'analyser minutieusement les banques populaires en Roumanie, nous parlerons maintenant du développement des banques populaires en France et en Allemagne.

En France, le crédit populaire apparaît en 1863. *Beluze* fonda la « *Société du crédit au travail* », une sorte de banque centrale, ayant pour but d'accorder et de faciliter le crédit aux associations particulières.

Cette Société n'a pas vécu longtemps.

Après *Beluze*, celui qui a contribué au développement du crédit en France fut *M. Louis Durand*, le fondateur de l'*Union des caisses rurales et ouvrières*.

C'est justement vers 1891, alors que ce crédit commençait véritablement à se canaliser, que le législateur intervint pour le favoriser notamment lorsqu'il s'appliquait à des œuvres agricoles.

Son développement fut moins grand en France qu'en Allemagne, où il est arrivé à l'apogée ; on peut en donner les raisons suivantes :

1° L'abondance de l'argent qui a toujours existé en France et qui était envoyé à l'extérieur pour le faire fructifier ; de même qu'une bonne situation économique et morale de la classe paysanne française, qui n'avait pas besoin de contracter des emprunts. Si quelquefois ce besoin s'est manifesté d'un côté ou d'autre, ceux qui l'éprouvaient obtenaient immédiatement l'argent nécessaire des capitalistes, qui préféraient plutôt placer leurs sommes disponibles à l'intérieur du pays, même à taux réduit, que les envoyer au dehors.

2° Une organisation saine des institutions financières françaises qui ont des succursales dans toutes les petites villes et même les communes rurales et auxquelles, ceux qui ont besoin d'argent peuvent facilement s'adresser.

3° Enfin, l'absence de l'usure presque inconnue en France.

Telles doivent être les causes principales qui ont contribué à entraver le progrès du crédit populaire en France et l'empêcher d'atteindre le développement qu'il a atteint en Allemagne.

En Allemagne l'idée du crédit populaire apparaît avec *Raiffeisen* et *Schulze-Delitsch*.

Les institutions de crédit populaire commencent à s'y développer aussi dans la deuxième moitié du xix^e siècle.

En 1849, *Raiffeisen* fonda à *Flamenfeld*, avec l'adhésion de soixante membres, la première caisse de prêt connue sous le nom de « *Flammersfelder Hulfverein zur Unterstlinzung unbemittelter Landwirthes* », après avoir déjà donné le signal de l'association pour la création d'une société coopérative de consommation en 1847.

Le but de la Caisse fondée à *Flamenfeld* était de permettre des opérations qui se réduisaient à l'achat du bétail et à la constitution d'un fonds.

Après quelques années, en 1854, *Raiffeisen* fonda une autre société « *Heddesdorfer Wohltätigkeitsverein* ».

Celle-ci s'occupait du crédit rural, de l'achat du bétail, de l'éducation des enfants, du placement des ouvriers sans travail et de la fondation d'une bibliothèque populaire.

Une modification des statuts de cette société intervint qui transforma celle-ci en une Caisse d'emprunt nommée « *Heddesdorfer Darlehenskassenverein* ».

Mais les véritables banques raiffeiseniennes furent fondées en 1864 ; elles sont des institutions de crédit rural par opposition aux caisses de *Schulze-Delitsch*, qui sont des caisses de crédit urbain.

Schulze-Delitsch fonda la première caisse de crédit en 1849. C'était au commencement une caisse de secours en cas de maladie, de mort ; mais elle est devenue ensuite une association pour l'achat en gros des matières premières. Les caisses de *Schulze-Delitsch* s'appuyaient sur l'énergie individuelle — *selbsthülfe* — tandis que les banques raiffeiseniennes s'appuyaient sur l'idée du patronage mutuel.

Des circonstances tout à fait opposées à celles que nous avons exposées relativement au développement du crédit populaire en France se présentaient en Allemagne.

En Allemagne le manque d'argent notamment, avant et même après la création de ces institutions de crédit populaire, s'est fait toujours sentir, ce qui a souvent déterminé ce pays à contracter des emprunts en France.

Ce manque d'argent a contribué à favoriser le développement du crédit rural.

En second lieu, l'usure, bien qu'elle n'y soit pas développée comme en Roumanie ainsi que nous le verrons plus loin, a cependant existé dans une proportion suffisante pour pousser à la création de ces institutions de crédit populaire.

Enfin la dernière cause qui a fortement contribué au développement du crédit populaire rural allemand, fut l'esprit de solidarité qui est caractéristique du peuple allemand.

Partant de l'Allemagne, cette idée du crédit mutuel s'est répandue dans les pays du Sud et Sud-Est de l'Europe.

En Roumanie, le crédit populaire commence véritablement à partir de 1891 en s'organisant sous l'influence directe des institutions du crédit populaire allemand, ainsi que sous l'influence politique du roi Carlos I^{er} exercée pendant 40 années ; durant cette période la pénétration économique allemande a influé sur les conceptions économiques roumaines.

Ainsi s'explique, au point de vue de l'organisation au moins, les ressemblances entre les *banques populaires rurales de Roumanie* et les *banques populaires rurales de Raiffeisen*, ainsi qu'entre les *caissés de Schulze-Delitsch* et les *banques populaires urbaines de Roumanie*.

La première banque populaire en Roumanie fut fondée dans la commune rurale « *Urziceni* », district *Jalomitza*, en 1891, avec un capital social initial de 107 lei et comme associés seulement 85 membres.

Mais au commencement l'organisation de ces banques se heurtait à de sérieux obstacles : d'abord l'absence d'éducation économique de la population rurale qui se méfiait, et ensuite l'opposition soulevée par les usuriers, qui se voyaient chassés de la campagne.

Le véritable mouvement et développement de ces institutions de crédit et d'économie rurale procède en 1893 de l'initiative privée, manifestée par les *instituteurs et prêtres des villages*, qui ont contribué effectivement et largement à leur fondation et à leur organisation.

Par l'appui de ces *apôtres des villages* se sont fondées

au début, en vue de procurer le crédit aux paysans, les banques populaires rurales suivantes :

« *Malul de Râsună* », dans la commune rurale de *Bezdead*, district de *Dâmbovitza* ; « *Caraimanul* », dans la commune rurale de *Gherghitza* du même district et « *Plugul* » dans la commune rurale de « *Măicânești* », district de *Râmnicul-Sărat*. Le montant du capital social de chaque banque ne dépassait pas 2.000 lei et le nombre des associés ne s'élevait pas à 100 membres.

Certaines de ces banques populaires furent fondées exclusivement par l'initiative privée.

Ainsi grâce à l'initiative de *Jean Kalinderu* se sont fondées les banques populaires rurales suivantes : la banque populaire « *V. Alexandri* » à *Sadova*, district de *Dolj*, en 1900 ; « *Alexandre J. Lahovary* », à *Rusetzu*, district de *Braila*, en 1889 ; « *Petre Mavrogheni* », à *Cocioc*, district d'*Ilfov*, en 1900, et « *D. A. Sturdza* », à *Mălini*, district de *Suceava*.

Constituées exclusivement par l'initiative privée ou par l'initiative des instituteurs, des prêtres des villages et quelquefois par les paysans les plus influents et les plus riches, leur nombre augmente annuellement appuyé par l'Etat. En 1919, dans tout l'ancien territoire de Roumanie, le nombre des banques populaires s'élevait à 3.114. C'est à l'appui ininterrompu des instituteurs, des prêtres, des paysans et à celui de l'Etat que revient l'avantage d'avoir aujourd'hui presque dans chaque commune rurale une banque populaire.

Dès 1893, lorsque commence véritablement le mouvement de ces institutions de crédit et d'économie rurale jusqu'en 1907, leur nombre atteint 700, le capital social 7.250.000 lei et le nombre des associés 56.618 membres.

De 1907 à 1910, un arrêt se produit dans leur mouvement ; mais après 1910 celui-ci recommence avec un

essor plus grand qu'auparavant, de sorte qu'en quelques années le capital social total s'élève à 79.592.265 lei, et les associés à 510.128 membres. Ces chiffres prouvent qu'un changement s'est opéré dans la masse de la population rurale roumaine.

Une saine conception économique à côté d'une éducation morale et intellectuelle s'est révélée comme une conséquence des effets produits par les banques populaires.

Elle contribue chaque année à augmenter leur nombre, le capital social et le nombre des associés.

D'après le bilan général de l'année 1919 le nombre de ces banques s'élève à 3.114, leur capital social à 243.863.265 lei 85 centimes, et le nombre des associés à 678.061.

Ces données permettent de se faire une idée exacte du grand progrès réalisé dans l'intervalle de 1893 à 1919.

Comment s'explique ce progrès ?

1° Par la lutte menée contre l'usure, qui avait pénétré dans tous les villages et qui pesait effroyablement sur la population rurale ;

2° Par le manque d'argent nécessaire aux paysans pour cultiver leurs terres ou même pour vivre, argent qu'ils ne pouvaient se procurer que chez les usuriers dans des conditions très onéreuses. Habituellement, ces conditions étaient de telle nature que les débiteurs se voyaient forcés de ne pouvoir s'acquitter que dans un temps très long, qui souvent durait toute la vie et qu'il leur arrivait même de transmettre leurs dettes à leurs héritiers.

Ainsi, si pendant la première année le débiteur se trouvait dans l'impossibilité de payer les intérêts de sa dette contractée à un taux qui variait entre 250-500 % par an, ces intérêts s'ajoutaient à la somme empruntée pour produire aussi des intérêts.

Cet état de choses se répétant plusieurs années, ce qui arrivait fréquemment, la dette devenait si forte et si pesante que le débiteur était forcé d'accepter l'arrangement par contrat écrit proposé par son créancier, qui bien entendu ne pouvait lui être que défavorable.

Le débiteur — suivant les cas — s'obligeait à payer la dette partie en argent comptant, partie en travail, au gré du créditeur.

3° Ce sont encore les progrès de l'éducation économique, morale et intellectuelle de la classe paysanne qui ont contribué au mouvement des banques populaires de Roumanie.

Lorsque les paysans ont été convaincus *de visu* par les effets salutaires de ces institutions et par le progrès du crédit populaire ils ont cessé de se méfier et commencent à fonder, à multiplier et à organiser des banques populaires dans toutes les communes rurales.

Ainsi on est arrivé à mettre en valeur la richesse individuelle et à faire l'éducation économique de la population rurale dans le sens de l'épargne.

Une fois réalisées, ces banques ont attiré l'amélioration de l'état matériel, en donnant aux paysans la possibilité d'acheter le bétail nécessaire à l'agriculture, des terres, des instruments agricoles, de construire des maisons hygiéniques, de faire une agriculture plus intensive et d'élever les enfants dans de meilleures conditions qu'auparavant ; en somme de progresser sur le terrain économique et intellectuel.

4° D'autres faits ont aussi contribué à l'organisation et au développement des banques populaires rurales. Ce sont : le *dévouement*, le *travail* et l'*honnêteté*, qui ont été apportés par les instituteurs et les prêtres des villages dans l'accomplissement de cette œuvre salutaire de l'économie rurale. Enfin, le dernier fait, dont l'inter-

vention fut décisive, c'est l'appui donné à ces institutions par l'Etat, 13 années après leur fondation.

Il eût été mieux que cette intervention se produisît à l'époque de la fondation ; de la sorte la lutte contre l'usure aurait été plus facile à soutenir.

Toutefois, dès 1903, l'appui de l'Etat a contribué énergiquement à élever la situation économique de la population des villages et à faciliter le progrès de ces institutions de crédit populaire que nous verrons plus loin.

La question de l'appui de l'Etat et la nécessité de son intervention fut posée en Roumanie, après la fondation de ces banques populaires, de la même manière qu'en Allemagne, où Schulze-Delitsch disait : « *Il faut savoir ce que l'on doit attendre de l'initiative privée et ce qu'on peut exiger de l'Etat* ».

En Roumanie, en ce qui concerne les banques populaires de crédit et d'économie rurale, il nous semble absolument justifié et nécessaire de séparer la part de l'initiative privée et celle de l'Etat.

L'Etat doit intervenir sans doute et agir à côté de l'initiative privée pour lui donner plus de force et pour lui faciliter la tâche dans l'accomplissement du crédit et de l'économie rurale. Ses moyens d'action et sa force financière sont incomparablement plus grands que ceux des particuliers.

En outre, pour l'Etat, c'est un devoir d'intervenir parce que c'est à lui qu'incombe l'obligation et la tâche de s'intéresser au bien-être de ces citoyens et par conséquent de les soutenir. L'appui et l'intervention de l'Etat se sont manifestés en vue de procurer aux banques populaires rurales roumaines et aux fédérales (1) les capitaux

(1) Les *Fédérales* sont des unions coopératives de crédit et d'économie d'un degré supérieur aux banques populaires ; elles fonc-

nécessaires pour réaliser et faciliter le crédit à la population de la campagne.

A ce point de vue, nous pouvons dire vraiment que l'Etat roumain s'est admirablement comporté notamment dans la dernière décade, dans l'œuvre du relèvement économique et social de la classe paysanne qui était livrée depuis longtemps aux griffes des usuriers.

La nécessité de l'intervention de l'Etat fut aussi reconnue et décrétée par le congrès qui a eu lieu à *Augsbourg* en 1895 : « *C'est le devoir et le but des associations de réunir dans l'organisme économique de la nation, les forces particulières, de les grouper en faisceaux, d'apprendre aux associés le travail, l'ordre et l'économie, de préparer pour une partie toujours plus grande du peuple, par l'amélioration de la situation économique, son élévation intellectuelle et morale et de la rendre capable de coopérer à la solution des devoirs qui incombent à l'Etat et à la Société* ».

Mais si cet appui de l'Etat est nécessaire et décisif, il faut éviter par son intervention de subordonner les associations de crédit et les associations coopératives en général à la politique.

L'Etat roumain a jusqu'à présent — et nous espérons qu'il fera la même chose dans l'avenir — respecté ce principe, en écartant toute politique de ces institutions.

Il se peut très bien que les membres associés de ces banques populaires appartiennent aux divers partis politiques, mais il n'est pas permis d'introduire la politique dans ces banques de crédit populaire. En l'y introdui-

tionnent et ont leur siège dans la ville chef-lieu d'un district ou d'une région. Elles établissent la liaison entre les banques populaires et la Caisse Centrale, en leur accordant le crédit nécessaire à la place de la Caisse Centrale.

sant, elles seraient transformées en véritables clubs politiques, ce qui n'a pas été le but de leur fondateur qui a voulu qu'elles soient de véritables institutions de crédit rural, créées pour travailler en paix.

Il faut donc avant tout s'inspirer de vues morales et exiger une honnêteté rigoureuse des associés. Dans ce but, *Luigi Luzzatti*, l'organisateur de la coopération de crédit populaire italien disait : « *Si ces institutions sont bâties sur la politique, elles ne réussiront pas, car le crédit est appelé par les uns impérialiste, par d'autres radical ou libéral, tandis qu'il est sans épithète* ».

La véritable opinion, c'est que ces banques populaires ont absolument besoin de l'intervention et de l'appui de l'Etat, jusqu'au moment où elles seront capables par elles-mêmes d'effectuer l'organisation et le développement des coopérations de toutes sortes, mais en se tenant loin de la politique.

Jusqu'à ce jour, en Roumanie, le mouvement coopératif n'est pas arrivé à se priver de l'appui matériel et moral de l'Etat.

En 1898, à l'occasion du congrès tenu à *Marseille* (1), *D^r Alberti* s'exprimait ainsi : « *Il faut séparer l'initiative privée de l'initiative de l'Etat en évitant de cette façon, une intervention trop intime de ce dernier ; en acceptant une association subventionnée par l'Etat, forcément elle subira l'influence de celui-ci en ce qui concerne son administration et fatalement entraînera un affaiblissement des sentiments de responsabilité et de concorde qui constituent le fondement et la force de ces institutions* ».

Nous ne partageons cette opinion que dans le cas où

(1) Bulletin du Congrès des banques populaires. Congrès de 1898 à Marseille.

les sociétés coopératives ou les banques populaires de crédit et d'économie rurale, deviendraient maîtresses de la situation économique et pourraient travailler d'une façon indépendante, situation à laquelle les banques populaires de Roumanie ne sont pas encore arrivées.

Or, en Roumanie, en ce qui concerne ces institutions, nous estimons nécessaire et impérieux l'appui de l'Etat, sans lequel le crédit populaire rural ne pourrait se développer.

Mais ce rôle de l'Etat, notamment en matière de crédit populaire rural, doit se limiter seulement à l'accomplissement de l'œuvre privée et à faciliter le développement de ces banques de crédit et d'économie rurale.

Les premières banques populaires de Roumanie, au début de leur organisation, n'avaient qu'un nombre très réduit d'associés et un capital également réduit, insuffisant pour correspondre aux demandes.

L'initiative privée, avec tous ses efforts, se trouvait dans l'impossibilité de réaliser les sommes absolument nécessaires, pour répondre aux besoins réels de la population rurale. L'intervention de l'Etat s'imposait comme la seule solution salutaire. En 1904 elle s'est produite en leur procurant l'argent nécessaire en vue de réaliser et de faciliter le crédit, de contrôler leur gestion et de les empêcher de se transformer en institutions de spéculation.

Par son appui et par son rôle de contrôleur, l'Etat surveille l'organisation et le développement des banques populaires, corrige leurs défauts soit d'organisation soit de fonctionnement, en les rendant capables de s'adapter aux nécessités financières des paysans.

Le contrôle s'exerçant rigoureusement, les lacunes de cette réforme économique rurale ont été observées et corrigées en faisant en sorte que les banques populaires

rurales remplissent leur mission et atteignent leur but.

Au début, le faible montant du capital et le nombre réduit des associés, s'expliquait par la méfiance de la population rurale qui n'avait pas une éducation économique et intellectuelle suffisante et par l'opposition acharnée des usuriers.

Au fur et à mesure que dans la masse de la population rurale se firent sentir les effets salutaires de ces institutions de crédit populaire, un revirement s'opéra en favorisant l'augmentation du nombre des associés et du montant des capitaux sociaux.

Comme ces banques populaires sont en quelque sorte des familles, elles doivent être avant tout des institutions morales.

Or, pour que ces banques soient de véritables institutions morales, certaines conditions sont nécessaires à observer et à remplir.

Il faut d'abord que les membres associés soient plus nombreux et plus différents quant à leurs professions : *agriculteurs, commerçants, industriels ruraux, instituteurs, prêtres et fonctionnaires de villages.*

Ce n'est qu'ainsi qu'une association est solide.

La diversité des membres associés est absolument nécessaire dans l'association de crédit et notamment dans les coopératives de crédit ou banques populaires rurales. Elle contribue à augmenter certainement l'effet utile de ces associations, pour le profit de tous les membres associés et même pour les non-associés.

Si, dans les associations de crédit populaire rural, il n'y avait comme associés que des gens d'une seule profession, elles n'auraient qu'un cercle très réduit d'action et ne seraient donc pas en état de soutenir par

elles-mêmes et par leurs forces financières, le mouvement du crédit rural.

S'il en est différemment, elles n'offriront que des avantages.

En second lieu, on demande que les associés soient des véritables coopérateurs et non des exploiters. Mais la grande difficulté consiste à les attirer et à les élire.

Pour les attirer, il faut d'une part que ces institutions et leurs initiateurs inspirent une confiance absolue en prouvant que leur création ne se fonde, ni sur l'ambition ni sur l'intérêt personnel ; et, d'autre part, qu'elles n'aient pas l'intention de concurrencer un autre établissement de crédit existant, que leur seul but soit de procurer et de faciliter le crédit à la population rurale, de lui faire son éducation économique et d'élever le niveau de sa situation matérielle et morale.

Il faut en troisième lieu que les banques populaires rurales et urbaines offrent la parfaite certitude qu'elles ne serviront jamais d'instruments de propagande politique.

Par conséquent, il faut prouver qu'elles travaillent pour le bien de tous et pour réaliser l'union et la concorde d'une part entre tous les associés et d'autre part entre ceux-ci et les non-associés.

On doit en quatrième lieu réclamer de ces banques un degré supérieur d'honnêteté, de moralité, de prudence, de sagesse et de courage moral ; et leur demander aussi de la persévérance, de l'économie, des habitudes d'ordre, de conduite et de travail pour attirer les associés.

A côté de la tâche d'attirer les associés, il y a celle de les choisir. Cette lourde tâche revient au conseil d'administration. C'est à lui qu'incombe de veiller avec soin au choix des associés.

A ce point de vue, *Luigi Luzzatti* s'exprime ainsi :

« La grande difficulté dans les banques populaires, c'est de se garer de faux amis et d'usuriers.

« Il faut choisir avec soin, lorsqu'on recrute les associés et être très exigeant en ce qui concerne leurs qualités morales, pour éviter un mal dans l'avenir ».

Les conseils d'administration des banques populaires rurales de Roumanie, se sont acquittés jusqu'à présent de cette tâche sévère, qui est la clef de voûte de la coopération du crédit rural.

Lorsque toutes ces conditions seront remplies par les banques populaires rurales et urbaines, elles grandiront et prospéreront pour le bien général du pays.

CHAPITRE II

CONSTITUTION DES BANQUES POPULAIRES RURALES

Classification.

Banques populaires urbaines.

Capital social.

Caractères de ces banques.

Après avoir signalé les faits qui ont déterminé la constitution de ces banques populaires en Roumanie et les circonstances dans lesquelles elles ont été créées, il convient de voir les conditions essentielles à la création d'une banque populaire rurale.

Conformément à l'article 4 de la loi du 18 mars 1903 (1), ces banques se constituent par un acte écrit et authentiqué par la justice de paix du siège où elles fonctionneront, ou par le tribunal du district, s'il s'agit de la constitution d'une banque populaire urbaine.

(1) Article 4 loi du 28 mars 1903 : « L'acte constitutif sera présenté à la justice de paix ou devant le tribunal, suivant le cas, où a lieu la constitution de la société ».

Dans le même sens, l'article 222 du Code de commerce roumain (1) exige en vue de la constitution des sociétés coopératives, un acte écrit qui, sous peine de nullité, déterminera les conditions d'admission des associés, l'époque à laquelle ils seront obligés à verser leurs parts sociales, les modalités de ce versement, les conditions de leur retraite et de leur exclusion, les formalités de la convocation des assemblées générales et les journaux judiciaires désignés pour la publication des actes de la société.

Comme les banques populaires rurales en Roumanie, sont des sociétés coopératives de crédit et d'économie, ces conditions leur sont applicables et essentielles. Sans leur accomplissement, elles sont considérées comme inexistantes.

La justice de paix ou le tribunal n'authentifieront les statuts et l'acte constitutif, qu'après le visa de la *Caisse Centrale* (2), qui ne donnera son consentement qu'autant qu'elles seront constituées conformément à la loi du 28 mars 1903.

L'acte constitutif est présenté devant la justice par deux des membres fondateurs, après que les signatures

(1) Article 222 du Code de commerce roumain : « Les sociétés coopératives se constituent par un acte authentiqué ; l'acte constitutif suivant la nature variée de la société déterminera sous peine de nullité : les conditions d'admission des associés, de nouveaux membres, la manière et l'époque à laquelle ils seront obligés à verser leurs parts sociales, les modalités de ce versement ; les conditions de la retraite et de l'exclusion des sociétaires ; les formalités de la convocation des assemblées générales et les journaux judiciaires désignés pour la publication des actes de la société.

(2) La *Caisse Centrale des banques populaires* est l'organe supérieur de crédit, d'économie et de contrôle de toutes les banques populaires et fédérales de tout le territoire de l'ancien royaume de Roumanie.

des autres associés ou les déclarations d'adhésion de ceux qui ne savent ni lire ni écrire, sont légalisées par la mairie locale.

Lors de la légalisation de l'acte constitutif devant la justice, on exige le dépôt d'un extrait de l'acte constitutif.

Après la légalisation, publication est faite dans le *Moniteur Officiel* et dans un journal judiciaire.

Ces formalités remplies confirment la capacité juridique de la banque populaire, celle-ci étant obligée d'envoyer un extrait, conformément aux statuts constitutifs, à la *Caisse Centrale des banques populaires* avant le délai d'un mois, à partir de la constitution.

De plus, conformément à l'article 7 de la loi du 28 mars 1903 (1), les statuts constitutifs contiendront les indications suivantes :

- a) Le nom et le siège de la banque populaire ;
- b) La manière dont sera formé le capital social, les parts sociales des membres, leur montant, les modalités de paiement, de restitution en cas de retraite ou d'exclusion des associés ;
- c) L'énumération des opérations qui pourront être faites par les associés ;
- d) La manière dont seront conservés les capitaux des sociétés ;
- e) Les conditions exigées pour participer à la société, les conditions de la retraite des associés ou les cas d'exclusion ;
- f) Les limites de la responsabilité des membres associés pour tous les actes de la société ;
- g) Les conditions dans lesquelles sera accordé le crédit aux associés et aux non-associés ;

(1) Voir la loi à la fin de l'ouvrage.

h) La manière dont sera constitué le fonds de réserve et la destination de celui-ci en cas de dissolution de la banque populaire ;

i) La manière dont seront partagés les bénéfices dans les cas où les statuts permettraient un tel partage ;

j) La manière dont sera faite l'administration de la banque populaire ;

k) Comment sera faite la liquidation éventuelle ;

l) Les sommes mises en dépôts dans les banques dans le but exprès de servir aux dépenses de funérailles peuvent être restituées aux héritiers à la mort du déposant seulement jusqu'à la valeur de 300 lei ; s'il n'y a pas d'héritiers, les dépenses seront faites par la banque populaire en rendant compte de son emploi.

Toutes ces indications sont obligatoires et si elles ne sont pas respectées, les banques populaires seront considérées par la loi comme nulles.

Classification des Banques Populaires

Les banques populaires rurales roumaines appartiennent à trois catégories ou trois types :

1) Les banques populaires rurales qui ne travaillent pas avec la *Caisse Centrale*, dont le capital social est réalisé par des parts sociales variables, souscrites par des associés tenus à une responsabilité limitée ou illimitée, suivant le type de la banque, ou à une responsabilité limitée à 5 fois l'apport social souscrit par chaque associé.

Ces banques ne sont pas obligées de s'approprier aucun des principes de la coopération.

Elles sont des institutions indépendantes de crédit et d'économie rurale.

II) Les banques populaires rurales qui travaillent avec la *Caisse Centrale*, dont le capital social est constitué par des parts sociales versées par chaque associé et avec responsabilité limitée et solidaire.

III) Les banques populaires rurales qui ne sont pas obligées de travailler avec la *Caisse Centrale*, comme celles de la deuxième catégorie, mais qui travaillent avec elle volontairement et lorsqu'elles le croient nécessaire.

Elles ont le capital social constitué, par des mises de fonds, et par des dons ou par une somme avancée par le conseil d'administration de la *Caisse Centrale* à condition que la banque soit formée au moins de vingt sociétaires, propriétaires et agriculteurs d'une seule commune, qui aient une fortune mobilière ou immobilière, pour garantir cette somme avancée.

Ces trois catégories de banques populaires rurales sont régies par la loi du 28 mars 1903.

Ainsi, à la façon dont se présentent ces sociétés coopératives de crédit et d'économie rurale, il y a entre elles et les banques populaires allemandes type Raiffeisen un grand rapprochement :

1° Les unes comme les autres sont constituées de la même manière et dispersées à la campagne ;

2° Leur objet est le même : procurer et faciliter le crédit aux paysans seulement dans un but de production ;

3° Les deux sortes de banques ou coopératives de crédit populaire rural ne donnent pas de dividendes ;

4° Elles consentent des prêts à court terme d'un, deux ou trois mois avec la facilité de les prolonger jusqu'à une année au plus et à condition de payer d'avance l'intérêt dû pour la somme prêtée et $1/10$ au moins de montant de la somme entière ;

5° Les banques populaires de Roumanie, ainsi que

celles d'Allemagne type Raiffeisen, procurent l'appui matériel et moral ayant un double rôle :

a) Celui d'attirer l'argent improductif pour le faire fructifier ;

b) Celui de faire l'éducation de l'esprit de la classe paysanne pour le développement et l'augmentation de la richesse individuelle et de l'économie rurale. Ni les unes, ni les autres n'acceptent le partage des bénéfices, mais les deux sortes de banque les consacrent à des buts d'utilité publique pour la commune où elles ont leur siège ;

6° Les fonctions d'administration sont également gratuites pour les deux, excepté pour le caissier et le comptable.

Mais il y a une différence entre ces deux sortes de banques populaires, qui consiste en ceci :

Tandis que les banques populaires allemandes type *Raiffeisen* sont des bureaux de bienfaisance, les banques populaires rurales roumaines sont des véritables institutions de crédit populaire.

Ce fait les rapproche des Caisses *Schulze-Delitsch* sans en avoir ni le but, ni le caractère.

Lorsque *Raiffeisen* organisait ses banques comme des bureaux de bienfaisance, *Schulze-Delitsch* les critiquait en repoussant ce caractère attribué par leur fondateur, disant : « *Une banque populaire rurale qui veut s'assurer un avenir durable, doit repousser toute apparence d'institution de bienfaisance. Sa mission n'est pas de distribuer des secours aux indigents, mais de protéger contre l'indigence. Elle n'est pas un hospice d'incurables, mais une institution économique* ».

Aux banques populaires rurales de Roumanie on ne peut attribuer ce caractère donné par *Raiffeisen* à ses banques.

Après avoir fait la classification de ces banques, il convient d'analyser les caractères des diverses catégories énumérées.

I) Les banques populaires rurales qui ne travaillent pas avec la *Caisse Centrale*, appelées « *banques populaires indépendantes* », sont en nombre très réduit par rapport aux banques populaires rurales qui travaillent avec la *Caisse Centrale*.

Il y en a 223, tandis que le nombre des deux autres catégories dépasse 2.929 aujourd'hui (1).

Leur capital social est constitué de parts sociales variables. Les associés ont une responsabilité limitée et solidaire par rapport aux mises sociales, ou une responsabilité limitée à 5 fois la mise sociale souscrite par chacun.

En ne travaillant pas avec la *Caisse Centrale*, elles n'ont pu se développer de la même manière que les banques populaires de la deuxième catégorie, que nous allons étudier.

II) Les banques populaires rurales appelées « *banques populaires type 31* (2) », organisées conformément aux prescriptions de l'article 31 de la loi du 28 mars 1903, constituent la majorité, étant les plus répandues dans l'ancien royaume de Roumanie et elles sont les plus importantes par les effets obtenus.

Elles travaillent avec la *Caisse Centrale*. Les associés sont des paysans de la commune où la banque a son siège et très rarement, par exception seulement, sont admis les paysans d'une ou deux communes voisines après le consentement donné par la *Caisse Centrale*.

(1) Les chiffres statistiques d'après l'annuaire des banques populaires de 1919-1920.

(2) Banques constituées conformément à l'article 31 de la loi des banques populaires du 28 mars 1903 ; voir la loi à la fin de la thèse.

Ces banques consentent des prêts aux paysans à un taux avantageux, fixé par le Conseil d'administration de la Caisse Centrale, qui ne peut être dépassé, en utilisant en vue des prêts un fond de 24.000.000 lei ainsi constitué : 12.000.000 lei pris sur le capital dont la *Caisse Centrale des banques populaires* a été dotée, par la loi du 22 mars 1916, et 12.000.000 lei qui seront souscrits par les banques populaires qui travaillent avec la Caisse Centrale. Ces derniers 12.000.000 lei seront versés successivement par les banques populaires type 31, conformément à l'avis et à la décision du Conseil d'administration de la Caisse Centrale.

Les fonctions d'administrateurs de ces coopératives de crédit populaire rural sont gratuites, excepté celles du caissier et du comptable, dans le cas où le capital social ne dépasse pas 10.000 lei ; autrement, les frais d'administration sont supportés par la banque, sans pouvoir dépasser en aucun cas 15 % des bénéfices.

Lorsqu'elles désirent introduire un changement dans leurs statuts, elles ne peuvent le faire sans l'autorisation préalable du Conseil d'administration de la Caisse Centrale.

III) La troisième catégorie de banques populaires rurales appelées encore « *banques populaires type 34* », ne s'élève qu'au nombre de 42 ; leur capital est formé d'apports et de dons.

Toutefois, souvent le Conseil d'administration de la Caisse Centrale avance à ces banques la somme qui leur est nécessaire pour servir de capital social à condition qu'elles aient parmi les sociétaires au moins vingt associés qui soient propriétaires et agriculteurs et qui garantissent par leur fortune la somme avancée et constituée comme capital social.

Elles gardent la liberté de choisir si elles veulent

travailler ou non avec la *Caisse Centrale* dans le cas où leurs capitaux ne sont pas formés de sommes avancées par celles-ci. De ces trois catégories de banques populaires rurales, la deuxième est la plus importante et la plus développée, comme nous le verrons d'après les pement de ces trois catégories de banques populaires ? pour l'année 1919 ; les deux autres sont en nombre beaucoup plus réduit.

Quelle est l'explication de la différence de développement de ces trois catégories de banques populaires ? Elle est spécifique et varie avec chaque catégorie des banques dont nous avons parlé.

Ainsi, le progrès et le développement des banques de la deuxième catégorie, c'est-à-dire des banques qui travaillent avec la *Caisse Centrale*, est attribuable à l'appui donné par celle-ci qui leur prête les sommes d'argent nécessaires pour qu'il soit satisfait aux demandes de crédit ; de cette manière, toute la population rurale est attirée.

L'explication pour les banques populaires rurales de la première catégorie, c'est qu'étant indépendantes et ne travaillant pas avec la *Caisse Centrale*, elles n'ont pas été appuyées dans leur création et développement comme l'ont été celles de type 31.

En ce qui concerne la troisième catégorie des banques populaires rurales, leur nombre si réduit est dû à la responsabilité illimitée, qui a épouvanté la population rurale et au manque d'une éducation économique de la population des villages.

De toutes ces banques populaires rurales ou coopératives de crédit et d'économie rurale, celles qui travaillent avec la *Caisse Centrale* représentent la force du crédit et d'économie rurale dans l'ancien royaume de Roumanie.

Les Banques populaires urbaines

Parallèlement au mouvement des banques populaires rurales, s'organisent dans les villes des banques populaires appelées « *banques populaires urbaines* ».

Ces banques, à cause de leurs effets et de leur nombre restreint, ne présentent pas la même importance que les banques populaires rurales.

Elles sont — comme ces dernières — des institutions de crédit à capital variable, constituées conformément au Code de commerce roumain, mais avec cette différence qu'elles possèdent le caractère commercial.

A vrai dire, ce sont des sociétés par actions qui procurent le crédit en vue de réaliser de grands profits pour les partager entre les associés, ce qui nous fait dire qu'elles sont des institutions capitalistes, des institutions qui font de la spéculation.

La première banque populaire urbaine fut fondée à Jassy, en Moldavie, et appelée « *Prima Societate de Economie* », au capital social de 3.156.883 lei.

Ensuite, d'autres se sont fondées à Ploesti, district de Prahova, en Valachie, comme la « *Societatea Cooperativa din Ploesti* », au capital de 2.787.540 lei ; à Ramnicul-Sarat comme la Société « *Economia* », au capital de 1.453.337 lei ; à Focsani, district de Putna, comme la Société « *Economia de Focsani* », au capital social de 1.539.184 lei ; à Bucarest, comme la « *Banca Poporului* », au capital de 2.000.000 lei.

Le capital social de ces sociétés de crédit urbain est constitué par des dépôts et des cotisations.

Bien que leur but soit le crédit, comme pour les banques populaires rurales, comme c'est le cas pour la Société « *Cooperativa din Ploesti* », elles utilisent néan-

moins le capital social en vue de créer soit une société de consommation soit une société de production, par conséquent dans le but de réaliser des gros bénéfices pour les partager entre les associés, ce qui leur donne suffisamment le caractère d'institutions de spéculation, d'institutions capitalistes.

En vérifiant le bilan général de ces banques populaires urbaines de 1919, nous voyons d'après les données que nous exposerons plus loin que le mouvement et le progrès de ces institutions de crédit populaire urbain sont incomparablement inférieurs au mouvement et aux progrès merveilleux des banques populaires rurales.

Voici, par exemple, l'actif de l'année 1919 par comparaison avec celui des années 1911 et 1912 :

	En 1919		tandis que	En 1911		et	En 1912	
	lei	cent		lei	cent		lei	cent
Caisse.....	475	128 21		58	567 27		61	281 06
Prêts.....	3 404	891 89	— —	458	333 85	— —	956	168 15
Mobilier....	28	550 18	— —	9	419 80	— —	11	294 13
Intérêts à payer.	106	003 87	— —	867	81	— —	2	538 05
Intérêts des effets à payer. . . .	334	90	— —	890	31			
Protêts et frais de poursuite...	8	793 55	— —	170	70	— —	749	35
Divers comptes..	93	741 95	— —	102	268 82	— —	145	971 55
Immeubles	93	220						
Imprimés	6	447 13						
Effets publics ...	63	419 95						
Compte courant.	662	326 43						
Effets publics et fonds réserve..	18	287 50						
Effets en garantie	1	000						
Frais divers. . .	5	900 25						
Effets par encaissement.....	13	639 60						

Par conséquent, le total de l'actif des banques populaires urbaines pour l'année 1919 est de 4.986.612 lei 31 centimes, tandis que celui de l'année 1911 s'élève à 720.518 lei 31 centimes et celui de 1912 s'élève à 1.178.990 lei 56 centimes.

D'après le même bilan, le passif se présente ainsi :

	En 1919							
	lei cent.		ei cent.		lei cent.			
Capital versé de	2 896.183,06	tandis que	348.232,19	en 1911 et	65.886,45	en 1912		
Dividendes de....	117.129,19	—	—	14.877,05	—	—	30.252,17	—
Dépôts à l'épargne	140 408 51	—	—	109 299,46	—	—	144 904,27	—
Intérêts dus pour dépôts ...	14.052,70	—	—	1.423,09	—	—	5 608,44	—
Fonds ministère Industrie et Commerce	104 225,88	—	—	71.000,	—	—	77 925,94	—
Effets à payer.....	29 223,25	—	—	65.400,	—	—	65 928,	—
Intérêts dus au fonds du Ministère de l'Industrie				2 512,20	—	—	3.721,90	—
Comptes courants crédit....	136 503,25	—	—	79.294,80	—	—	148 195 70	—
Donations	2 422,68	—	—	2 700,	—	—	2.885,20	—
Fonds ré-serve.....	122.534,35	—	—	3 664,42	—	—	12.954,03	—
Fonds d'amortissement et divers...	80.242,82	—	—	2.219 17	—	—	3 232,85	—
Intérêts rapportés.	31.743,75	—	—	9 512,04	—	—	13.651,18	—
Divers comptes...	36 713 24	—	—	10.384,14	—	—	4.844,43	—
Gratifications.....	5.597,84							
Dépôts p. garantie	1 000,							
Dépôts des effets à encaisser	14 515,60							
Impôts	516,18							

Donc le total du passif de l'année 1919 est de 4.986.612 lei 31 centimes ; pour 1911 il est de 720.518 lei 56 centimes et pour 1912 de 1.178.990 lei 70 centimes.

Le bilan général des banques des artisans qui suit (1), est une copie fidèle du mouvement des banques populaires urbaines et de leurs progrès réalisés dans la période qui va de 1911-1912 à 1919.

D'autre part, en vérifiant le mouvement des comptes courants des banques populaires urbaines : « *Leul* » de Jassy, « *Cuza-Vodi* » de Bucarest, « *Cuza-Voda* » de Braila, nous trouvons que la situation est celle-ci :

1° La banque « *Leul* » a fait des avances jusqu'à 40.000 lei, avec un débit total de 40.850 lei 60 centimes ; un solde de 40.850 lei 60 centimes et un crédit accordé de 4.000 lei, à la fin de l'année 1919 ;

2° La banque « *Cuza-Voda* » de Bucarest fit des avances pour la somme de 95.652 lei 65 centimes ; le solde était de 95.652 lei 65 centimes et le crédit accordé de 95.652 lei 65 centimes à la fin de l'année ;

3° La banque « *Cuza-Voda* » de Braila a accordé seulement 5.000 lei comme crédit.

(1) Voir pages 34 et 35.

Ainsi, il résulte que le total des avances de ces trois banques populaires urbaines en 1919 s'élève à la somme de 135.652 lei 65 centimes ; les intérêts à encaisser à 850 lei 60 centimes ; le total des soldes à 136.503 lei 25 centimes et le total des crédits accordés à 140.652 lei 65 centimes.

En ce qui concerne le mouvement total « *des effets à payer* » pour l'année 1919, pour les banques populaires urbaines, nous constatons la situation suivante :

Les banques : « *Leul* » de Jassy, « *Pacific* » de Bârlad », « *Principale Carol* » de Giurgiu, « *Dealul Spirei* », « *Cuza-Voda* », « *Isbânda* » de Bucarest et « *Reazamul Meseria-silor* » d'*Alexandria* présentent le solde de 53.411 lei 85 centimes ; des avances faites jusqu'au 31 décembre s'élevant à 10.600 lei, un total de débit de 64.011 lei 85 centimes, des sommes restituées à la *Caisse Centrale*, 34.810 lei et un solde de 29.201 lei 85 centimes à la fin de l'année 1919.

Ces institutions de crédit populaire urbain, par suite de leur caractère commercial et du manque d'esprit de solidarité, presque inexistant dans les villes, ne se sont pas développées de la même manière que les banques populaires rurales. L'organisation et la constitution de ces banques sont pareilles à l'organisation et à la constitution des banques populaires rurales.

Ainsi, pour la constitution des deux sortes de banques populaires, on exige sous peine de nullité, un acte écrit, authentiqué soit par la justice de paix, soit par le tribunal de district, conformément à l'article 88 du Code de commerce roumain (1).

(1) Article 88 du Code de commerce roumain : « Le contrat de la Société doit être écrit ».

Les sociétés en commandite par actions et anonymes doivent être constituées par un acte authentique.

L'administration est confiée à un Conseil d'administration composé d'un président, d'un vice-président, de six membres associés, d'un caissier et de deux secrétaires et appelé « Comité directeur », ainsi qu'à une assemblée générale, à une commission de censeurs et à des fonctionnaires.

Tous ces organes ont les mêmes attributions que les organes qui dirigent les banques populaires rurales, ainsi que nous le verrons lorsque nous parlerons de l'administration des banques populaires rurales.

Ces banques populaires urbaines consentent des prêts à court terme d'un, deux ou trois mois, pour lesquels les associés payent comme taux d'intérêt 8 % avec la possibilité d'emprunter jusqu'à 90 % de leur capital sans être obligés de donner aucune autre garantie, tandis que les non-associés payent 10 % et le crédit ne leur est accordé qu'à gage ou avec la garantie donnée par deux maisons connues de la même ville où siège la banque populaire urbaine.

Le but de ces coopératives de crédit populaire urbain est de faciliter les entreprises industrielles, commerciales et de développer l'esprit d'économie.

Les opérations faites par elles, comme il résulte de leurs statuts, sont les suivantes :

Prêter sur gage et sur hypothèque ;

Recevoir des dépôts ;

Escompter des lettres de change ;

Se livrer à des entreprises économiques ;

Faire des achats d'immeubles urbains, ruraux et d'effets publics.

De tout ceci ressort évidemment leur caractère d'institutions capitalistes.

Il y en a comme preuve évidente la « *Cooperativa* » de Bârlad, district de Tutova, fondée en 1899, qui avait

BILAN GENERAL

ACTIF

Le 31 décembre 1919, comparé

	Le 31 décembre 1911	Le 31 décembre 1912	Le 31 décembre 1919
Caisse.....	58.567 27	61.281 06	475.12
Emprunts.....	548.333 85	956.168 15	3.404.89
Mobilier.....	9.419 80	11.294 13	28.55
Intérêts à payer.....	867 81	2.588 05	106.00
Intérêts pour effets à payer.....	890 31	938 27	34
Protêts et frais de poursuite.....	170 70	749 35	8.79
Divers comptes.....	102.261 82	145.971 55	93.74
Immeuble.....	» »	» »	93.22
Imprimés.....	» »	» »	6.44
Effets publics.....	» »	» »	63.41
Comptes courants.....	» »	» »	662.32
Effets publics, fonds réserve.....	» »	» »	18.28
Effets de garantie.....	» »	» »	1.00
Dommages à encaisser.....	» »	» »	4.80
Frais divers.....	» »	» »	5.90
Effets des encaissements.....	» »	» »	13.68
TOTAL.....	720.518 56	1.178.990 56	4.986.68

ACTIF DES ARTISANS

au 31 décembre 1911 et 1912.

PASSIF

	Le 31 décembre 1911	Le 31 décembre 1912	Le 31 décembre 1919
Capital versé.....	348.232 49	638 886 45	2.896.183 06
Provisions.....	14.877 05	36.252 17	117.129 19
Prêts à l'épargne.....	109.299 46	144.904 27	1.404.008 51
Prêts dûs pour dépôts.....	1.423 09	5.608 44	14.052 70
Prêts du Ministère, Industrie et Commerce.	71.000 »	77.925 94	104.225 88
Prêts dûs pour fonds de Ministère d'Industrie et Commerce.....	2.512 20	3.721 90	» »
Prêts à payer.....	65.400 »	65.928 »	29.223 25
Comptes courants crédit.....	79.294 80	148.195 70	136.503 25
Provisions.....	2.700 »	2.885 20	2.422 69
Fonds de réserve.....	3.664 42	12.954 03	122.534 35
Amortissements, divers....	2 219 17	3.232 85	80.242 82
Prêts reportés.....	9 512 04	13.651 18	31.743 75
Comptes.....	10.384 14	4.844 43	26.713 24
Comptes de liquidations.....	» »	» »	3.597 84
Prêts garantis.....	» »	» »	1.000 »
Prêts des effets à encaisser.....	» »	» »	14.515 60
Prêts.....	» »	» »	516 18
TOTAL.....	720.518 56	1.178.990 56	4 986.612 31

pour but de réaliser les bénéfices les plus gros, en faisant des achats et des ventes d'immeubles, des prêts sur hypothèque et de recevoir des sommes disponibles en dépôts.

A la différence de ce qui se rencontre dans les banques populaires rurales, dans les banques populaires urbaines, les bénéfices sont partageables et le partage se fait de cette manière : 5 % est attribué aux actionnaires ; 10 % au comité dirigeant ou Conseil d'administration. Ces banques ne se sont pas développées dans la même mesure que celles de crédit populaire rural, à cause de leur manque d'esprit de solidarité et de leur caractère commercial, ainsi qu'à cause de la concurrence qui se fait entre elles et toutes les autres banques urbaines, qui font toutes sortes d'opérations.

En outre, ni les avantages, ni les effets de ces banques populaires urbaines, ne sont égaux à ceux des banques populaires rurales.

Etant donné leur nombre si insignifiant et leurs effets si réduits, elles ne présentent pas le même intérêt que les banques populaires rurales. Il suffit de se limiter à ce que nous avons dit jusqu'ici pour se faire une idée de cette catégorie de banques populaires.

Capital social

Le capital social est la force motrice financière des banques populaires rurales, qui contribue au développement de la richesse individuelle et de l'activité paysanne, presque dans toutes ses manifestations.

C'est l'âme de la banque populaire sans laquelle elle cesserait d'exister, parce qu'il constitue la source d'alimentation du crédit rural, mis à la disposition des

paysans en vue d'accroître la richesse individuelle, rurale et nationale.

Le capital social de ces institutions de crédit et d'économie rurale est fixé à 200.000 lei par l'acte constitutif ou par les statuts de la société coopérative de crédit, conformément à l'article 224 du Code de commerce roumain (1).

Il est constitué par les actions nominales des associés, qui commencent à partir du montant de 25 lei et vont jusqu'à 100 lei. De cette manière on facilite même aux pauvres la souscription au capital social.

Personne ne peut avoir dans la société une part sociale supérieure à 5.000 lei, ou un nombre d'actions qui dépasse cette somme (2).

En limitant la part sociale au montant de 5.000 lei, les usuriers sont mis dans l'impossibilité de souscrire au capital social pour de fortes sommes comme ils l'auraient fait si une entrave n'avait pas été mise à leurs opérations.

Si quelques usuriers qui habitent encore dans les villages désiraient souscrire sans pouvoir dépasser le montant fixé, ils ne pourraient obtenir le même taux de l'intérêt qu'ils auraient perçu auparavant, car le taux de l'intérêt fixé par la *Caisse Centrale* ne dépasse pas 5 %, ce qui ne leur apporte pas grands bénéfices en

(1) Article 224 du Code de commerce roumain : « Le capital social ne pourra être fixé par l'acte constitutif ou par les statuts de la Société à une somme plus grande que 200.000 lei.

« Toutefois, il pourra être augmenté par les décisions de l'assemblée générale, annuellement ;

« Chaque augmentation ne pourra dépasser 200.000 lei ».

(2) Article 225 du Code de commerce roumain : « Personne ne peut avoir dans une société coopérative une part sociale plus grande que 5.000 lei, ou un nombre d'actions dont la valeur nominale dépasse le montant de 5.000 lei ».

comparaison des anciens profits rapportés par leurs placements. Si ce chiffre limité de 5.000 lei n'avait pas été fixé, les capitaux des usuriers auraient pénétré sans doute dans les banques populaires rurales, même s'ils n'avaient pu obtenir plus de 5 % car ils auraient réalisé des bénéfices qui leur échappent maintenant par la limitation du montant de la part sociale et du taux de l'intérêt.

Les usuriers, se voyant mis dans l'impossibilité de pratiquer l'usure à la campagne comme ils le faisaient auparavant, se sont transportés dans les villes où ils continuent dans une mesure presque équivalente aujourd'hui à celle employée à la campagne avant l'organisation des banques populaires rurales, à forcer les emprunteurs à leur payer par an un taux de l'intérêt minimum de 260 % à 500 %. Il y avait des communes, comme celle de « *Bădeni* », dont les habitants empruntaient habituellement aux négociants juifs de *Hârlau*, district de *Botosani*, au taux de 5 et 10 centimes pour un leu par semaine, c'est-à-dire à un taux de 260-500 lei par an, pour 100 lei.

Les exemples ne se limitent pas à la Moldavie, ils sont fréquents aussi en Valachie (1).

Lorsque nous avons fait plus haut la classification des banques populaires rurales, nous avons parlé du capital social des trois catégories des banques populaires, mais d'une manière très succincte. Il convient d'ajouter à ce qui a été dit quelques précisions.

En général le capital social est variable.

Ainsi, dans les banques populaires rurales appelées

(1) Voir pages 151-152 « Sociétés Coopératives » en Roumanie, Thèse de M. Jean-G. Duca, 1902, Paris.

« *banques populaires indépendantes* » et dans celles appelées « *banques populaires type 31* », qui travaillent avec la *Caisse Centrale*, le capital est constitué de parts sociales qui varient à partir de 25 lei à 100 lei.

Chaque associé s'oblige par un écrit, au moment de la souscription, à verser 10 % de l'action sociale qu'il souscrit, et le reste dans un intervalle de deux années à partir de la date de la souscription.

Les parts sociales, dans aucun cas, ne peuvent dépasser plus de 5.000 lei ; le chiffre est fixé soit par l'avis de la *Caisse Centrale*, soit par les statuts constitutifs de la banque populaire.

Il en est tout autrement dans les banques populaires rurales type 34. Leur capital social est constitué par des mises sociales ou des dons, le plus souvent par une somme prêtée aux banques populaires rurales par le Conseil d'administration de la *Caisse Centrale*, en vue de les aider à satisfaire les demandes de crédit.

Ce qui caractérise les capitaux sociaux des banques populaires rurales, c'est qu'ils ne sont pas utilisés pour réaliser des bénéfices destinés à être partagés entre les associés.

Ils sont employés pour faciliter aux paysans l'achat du bétail, des instruments agricoles, des semences d'abord et ensuite pour faciliter la réussite des opérations commerciales ou des entreprises industrielles rurales.

Le crédit est accordé en premier lieu aux associés et ensuite aux non-associés, à un taux de l'intérêt variant de 6 % à 12 % pour les premiers et de 15 % à 18 % pour les derniers.

De tout ce que nous avons relaté jusqu'ici, nous tirons la conclusion suivante :

Ces banques populaires rurales, tant au point de vue de leur constitution qu'au point de vue de leur orga-

nisation, présentent une complexité nuisible pour leur progrès dans le milieu où elles fonctionnent, milieu dont l'éducation économique, morale et intellectuelle est en train de se compléter.

Cette complexité exige d'avoir comme directeurs des hommes mieux préparés pour les affaires de banque, des hommes de carrière et non comme ceux d'aujourd'hui, qui ne connaissent pas suffisamment les affaires de banque et qui sont forcés de négliger leur profession principale, l'enseignement, la majorité étant des instituteurs. — Cette complexité est une cause d'empêchement du progrès et de l'organisation des banques populaires de Roumanie. Il est préférable d'avoir un seul type de banque populaire de crédit et d'économie, qui soit fondée sur la responsabilité solidaire et illimitée, condition essentielle du progrès de ces institutions.

Le D^r Léon Wollemborg représente la responsabilité solidaire et illimitée comme « *la colonne vertébrale des associations de crédit populaire rural, l'essence organique des associations rurales, le fondement et le gardien qui veille sans cesse pour faciliter le progrès économique et qui a une double force : celle qui met en évidence l'institution économique et financière et la force morale intérieure* ».

Si la responsabilité solidaire et illimitée est introduite dans toutes les banques populaires rurales de Roumanie, en conservant les trois catégories de banques existantes, celles-ci donneront les plus beaux résultats comme en Allemagne et en Italie, parce qu'elles constituent l'élément vital du progrès de l'économie individuelle et de la coopération de crédit rural.

Caractères des banques populaires

On a discuté longtemps pour savoir si ces institutions ont le caractère commercial.

Il semblait que la discussion engagée sur ce point aurait dû être définitivement et complètement tranchée par l'article 2 de la loi du 28 mars 1903 (1), d'après lequel toutes les banques populaires rurales sont considérées comme des sociétés commerciales.

Pendant nous croyons que la controverse qui a existé avant la loi de 1903 n'a pas été écartée et tranchée par l'article 2 de la loi et qu'elle persiste encore.

Les banques populaires rurales de Roumanie n'ont pas, en général, le caractère commercial préconisé.

S'il est vrai qu'il y a un petit nombre de ces institutions qui ont le caractère commercial, il ne faut pas dire la même chose de la majorité, car la forme n'est pas décisive.

Nous estimons que seule la forme commerciale ne suffit pas pour imprimer à la société ou à la banque le caractère commercial, si l'objet n'est pas commercial comme le prévoit catégoriquement l'article 77 du Code de commerce roumain (2).

Le fait qu'il y a certaines banques populaires rurales, comme celles : de *Slanic*, de *Breaza de Sus*, de *Predeal* et de *Gilotru*, qui ont le caractère commercial parce qu'elles ont non seulement la forme commerciale mais l'objet, ne permet pas de généraliser et de dire que toutes les banques populaires rurales de Roumanie ont le caractère commercial.

(1) Article 2 de la loi du 28 mars 1903 : « Toutes les banques populaires rurales qui sont constituées suivant la loi du 28 mars 1903, sont considérées comme des sociétés commerciales ».

(2) Article 77 du Code de commerce roumain : « Les sociétés commerciales ont pour objet un ou plusieurs faits de commerce ».

En outre, nous ne voyons pas comment il serait possible de faire l'application générale de l'article 2 de la loi du 28 mars 1903, lorsque tant l'application que l'interprétation de celui-ci est limitative à l'égard des articles 77 et 221 du Code de commerce roumain (1).

Par contre, il est impossible de faire le même raisonnement en ce qui concerne les banques populaires urbaines, qui sont des associations de capitaux, non des associations de personnes, comme sont les banques populaires rurales. Les banques populaires urbaines ont vraiment *le caractère commercial*. A l'appui de notre opinion, que les banques populaires rurales n'ont pas le caractère commercial, nous invoquons non seulement l'article 77 du Code de commerce roumain, mais aussi l'article 221 du même Code.

Par cet article elles sont appelées « *Sociétés coopératives* » car leurs statuts exigent que le capital social soit susceptible d'augmentation par des versements successifs faits par les associés et de diminution par la retraite totale ou partielle des mises sociales.

La même chose se passe exactement dans les banques populaires rurales de Roumanie.

Ces banques étant des sociétés coopératives de crédit et d'économie sans pouvoir être soumises aux dispositions de l'article 77 du Code de commerce roumain, même si elles font des achats et des ventes, ces opérations étant faites en commission, ne peuvent leur imprimer le caractère commercial, car en faisant ces opérations

(1) Article 221 du Code de commerce roumain : « Dans les statuts de toute société il peut être stipulé que le capital social sera susceptible d'augmentation par des versements successifs et de diminution par la retraite totale ou partielle des mises versées.

« Les sociétés qui contiendront la stipulation d'en haut sont appelées « Coopératives » et sont soumises aux dispositions des sociétés anonymes en ce qui concerne leur fondation ».

en commission, elles ne cherchent pas à réaliser des bénéfices en vue de les partager ensuite entre les associés, comme procèdent les banques populaires urbaines.

Au contraire, elles cherchent à tout prix premièrement à réaliser et faciliter le crédit aux paysans, puis à leur procurer facilement les objets et les instruments agricoles nécessaires, du bétail, des semences, etc., en vue de l'intensification de la production, de l'augmentation de la richesse individuelle et de l'économie rurale.

En cas de liquidation d'une banque populaire rurale, tout ce qui résulte de sa gestion est affecté dans un but d'utilité publique à la commune où est le siège de la banque.

Donc, ni de l'article 221 du Code de commerce roumain ni de l'article 77 du même Code, il ne résulte que les banques populaires rurales de Roumanie aient le caractère commercial. Le fait que certaines banques populaires rurales et les banques populaires urbaines — ces dernières comme nombre fort réduites — ont le caractère commercial, n'est pas une raison pour généraliser ce caractère et l'attribuer à la grande majorité des banques populaires rurales et par conséquent pour prendre l'article 2 de la loi du 28 mars 1903 comme un axiome.

Leur objet n'étant pas commercial et leur but n'étant pas de faire de la spéculation, même lorsque la forme de leur constitution, organisation et administration, est commerciale, ces banques populaires rurales de Roumanie, n'ont pas le caractère commercial.

Aujourd'hui donc, il faut repousser le caractère commercial généralement attribué aux banques populaires rurales de Roumanie, *qui sont des sociétés coopératives de crédit et d'économie rurale, ayant la forme des sociétés anonymes et véritablement le caractère agricole.*

CHAPITRE III

ADMINISTRATION DES BANQUES POPULAIRES

Assemblée générale.

Conseil d'administration.

Commission des Censeurs.

Fonctionnaires.

Il est nécessaire au bon fonctionnement d'une institution de crédit qu'elle ait toujours une bonne et sérieuse administration. A ce point de vue, les banques populaires de Roumanie se trouvent dans une situation presque satisfaisante.

Les résultats obtenus jusqu'à présent par ces institutions sont dûs aux instituteurs et aux prêtres des villages — qui les dirigent encore, bien qu'ils n'aient pas une préparation spéciale — et à l'appui de l'Etat.

Il serait désirable d'avoir des fonctionnaires de carrière, mais il n'est pas très facile aujourd'hui de les préparer.

Pour remédier à cette lacune de plus en plus périlleuse, les *Fédérales des banques populaires* et la *Caisse Centrale* ont fondé des écoles pratiques en vue de préparer le personnel nécessaire à la direction des banques populaires, en le recrutant parmi les meilleurs élèves qui, ayant terminé leurs études primaires, désirent s'orienter

vers ces fonctions. Après avoir terminé leur stage dans ces écoles pratiques entretenues par la *Caisse Centrale* et par les *Fédérales*, ils reviennent dans leurs villages pour travailler à la banque populaire de village, sans négliger cependant leurs autres occupations.

Les résultats obtenus grâce à ces écoles sont satisfaisants, car la plupart de ceux qui les fréquentent servent comme fonctionnaires dans les banques populaires rurales.

L'administration de ces banques est attribuée par les statuts constitutifs aux quatre organes suivants :

- 1° A l'assemblée générale ;
- 2° Au Conseil d'administration ;
- 3° A la Commission des Censeurs ;
- 4° Aux fonctionnaires.

1° Assemblée générale

L'assemblée générale est l'organe supérieur qui dirige la banque populaire, en surveillant le fonctionnement et le développement de celle-ci.

Il y a deux sortes d'assemblées :

1° L'assemblée générale ordinaire, qui réunit tous les membres associés de la banque populaire, chaque année, dans les premiers mois à partir du jour de la clôture du bilan général qui a lieu le 31 décembre ;

2° L'assemblée générale extraordinaire qui est une assemblée se réunissant conformément à une demande écrite de 1/10 des membres associés, lorsque la nécessité l'exige.

Cette assemblée est convoquée par le Conseil d'administration lorsqu'est observée et remplie la formalité essentielle de la demande écrite sans laquelle l'assemblée

n'est pas légalement constituée et ne peut prendre des décisions valables.

Ces deux assemblées prennent des décisions relatives aux questions inscrites à l'ordre du jour sur un registre de la banque. On doit observer rigoureusement l'ordre du jour et la majorité relative est nécessaire, pour que les décisions soient valables. Si cette majorité ne se réalise pas à la première réunion, l'assemblée générale est ajournée au dimanche suivant et la décision définitive est prise, sans tenir compte du nombre des associés présents.

On demande en plus que les associés aient leur domicile dans la même circonscription que le siège de la banque, afin de pouvoir mieux les connaître tant au point de vue moral et intellectuel qu'au point de vue matériel des garanties qu'ils présentent.

Les assemblées générales ont lieu dans le local de la banque ou de la mairie, après une publication affichée 15 jours avant la réunion sur la porte de la banque populaire, sur celle de la mairie et après convocation écrite envoyée à chaque associé. Les débats de ces assemblées sont conduits par le président ou le vice-président du Conseil d'administration et en cas d'empêchement de ceux-ci, par le plus âgé des associés.

Lorsqu'elles prennent des décisions en ce qui concerne la gestion de la banque, ni les membres du Conseil d'administration ni les fonctionnaires de la banque, ne peuvent y participer.

Quelles sont les attributions qui incombent aux assemblées générales ?

Suivant les statuts constitutifs de la banque, elles sont les suivantes :

1° Délibérer et décider sur toutes les questions qui leur sont attribuées par la loi ou par les statuts et sur

toutes les autres questions qui ne sont attribuées expressément au Conseil d'administration ;

2° Approuver le bilan et décider comment se fera le partage des bénéfices ;

3° Prendre toutes décisions sur la manière de recouvrer les pertes subies par la banque ;

4° Décharger le Conseil d'administration de la gestion ;

5° Fixer minutieusement le budget des dépenses qui ne peut être dépassé par le Conseil d'administration ;

6° Fixer le montant maximum de la somme à prêter et le taux de l'intérêt pour les prêts consentis ;

7° Décider de l'entrée de la banque dans la Centrale, Fédérale ou Union, en engageant valablement et définitivement la banque dans toutes les opérations imposées par les statuts de ces institutions.

Les décisions des assemblées générales de la banque populaire sont votées en secret ou par mains-levées, la majorité relative étant requise pour leur valabilité. Cette majorité varie d'après des cas qui sont limités à ceux-ci :

1° La majorité doit être des $\frac{2}{3}$ des membres associés présents lorsqu'on discute de l'exclusion d'un associé qui a agi contre les intérêts de la banque ou qui ne s'est pas conformé aux statuts ou aux dispositions de l'assemblée générale ;

2° La majorité doit être des $\frac{2}{3}$ des membres associés de la banque, en cas de partage du fonds de réserve et en cas de dissolution de la société coopérative de crédit ou de la banque populaire ;

3° Enfin, elle doit être des $\frac{3}{4}$ des voix des membres présents, lorsqu'il s'agit de modifier les statuts. Ainsi, l'assemblée générale est la directrice de toutes les opérations importantes d'une banque populaire rurale et l'axe autour duquel gravite l'activité entière de la banque populaire.

2° Conseil d'administration

C'est le deuxième organe administratif, le moteur et le régulateur de l'activité de la banque populaire. D'un bon Conseil d'administration dépend l'activité et le progrès d'une banque populaire et le développement de la richesse individuelle et de l'économie rurale. La constitution du Conseil d'administration varie quant au nombre de ses membres.

Certains Conseils sont composés de six membres, d'autres de neuf membres choisis par l'assemblée générale et pour une période de 3 années.

Le Conseil est renouvelable dans les deux premières années par $1/3$ par voie de tirage au sort.

Les débats sont conduits par un président ou un vice-président ou en cas d'empêchement de ceux-ci, par le conseiller le plus âgé.

Le Conseil d'administration doit se réunir deux fois par mois et décider à la majorité de voix.

S'il y a parité de voix, la voix du président est décisive.

Le Conseil d'administration d'une banque populaire, dans l'accomplissement de son rôle, est tenu :

1° De faire exécuter et observer toutes les dispositions des statuts constitutifs de la banque et toutes les décisions de l'assemblée générale ;

2° D'approuver les prêts consentis dans la limite fixée par l'assemblée générale et de surveiller le remboursement de ces prêts ;

3° De ratifier les prêts consentis par le président ou par le comité de la banque ;

4° De décider de l'entrée ou de l'exclusion des sociétaires ;

5° D'autoriser les dépenses nécessaires à l'administra-

tion dans la limite du crédit voté par l'assemblée générale ;

6° De nommer et révoquer le personnel de la banque, de fixer le salaire et la tâche de chacun ;

7° D'établir les règles générales pour effectuer les opérations de la société dans la limite de la loi, des statuts et des décisions de l'assemblée générale ;

8° De faire le bilan et le rapport de la gestion annuelle et d'inspecter la caisse et vérifier la comptabilité au moins une fois par mois.

Si dans la gestion de la banque populaire le Conseil d'administration se rend coupable d'une incorrection, l'assemblée générale exercera une action en justice contre lui, par l'intermédiaire de la Commission des Censeurs.

Parmi les membres du Conseil d'administration, le plus important est le président qui s'occupe : de la vérification de la correspondance, de la conservation des actes et des documents, de la surveillance de la caisse et de la comptabilité, de la libération des mandats de paiement, de la convocation du Conseil d'administration, de l'assemblée générale et de la préparation du rapport de la gestion annuelle.

Mais, à côté de ces attributions, il lui incombe également de contribuer par tous les moyens possibles à l'éducation économique, morale et intellectuelle des emprunteurs et de leur apprendre à payer exactement à l'échéance aussi bien les intérêts que les sommes empruntées.

Le Conseil d'administration d'une banque populaire qui sera capable de répondre aux conditions prévues et imposées par les statuts constitutifs, et par la loi du 28 mars 1903 et qui jouera le rôle social indiqué sera un très bon Conseil d'administration comme en réclament ces banques de crédit et d'économie populaire.

Il pourra aussi contribuer fortement à l'éducation de la population rurale en préparant en même temps le progrès économique individuel et celui de l'économie rurale.

3° Commission des Censeurs

C'est une commission composée de six membres : trois censeurs et trois suppléants choisis chaque année par l'assemblée générale de la banque populaire. Son rôle est de surveiller l'activité de la banque et de diriger l'action en justice contre le Conseil d'administration, lorsque celui-ci se rend coupable de négligence et d'infidélité dans la gestion de la banque.

Cette commission peut travailler et délibérer avec deux membres ; en cas exceptionnels un seul membre suffit. Les obligations des censeurs sont les suivantes :

1° Vérifier la situation de la caisse, du bilan au moins une fois par mois ;

2° Rédiger le rapport du bilan et l'envoyer à la Caisse Centrale ;

3° Surveiller l'administration de la société et convoquer les assemblées générales ;

4° Désigner d'accord avec le Conseil d'administration, jusqu'à la convocation de l'assemblée générale, les personnes qui occuperont provisoirement les places vacantes de membres de Conseil d'administration.

A la tête de la Commission de Censeurs, il y a un président élu par tous les censeurs, qui a le rôle de surveiller les membres de la Commission dans l'accomplissement des obligations qui leur incombent conformément aux statuts constitutifs de la banque populaire.

4° Fonctionnaires

Le personnel qui travaille dans les banques populaires roumaines est fort réduit ; habituellement il est limité au trésorier et au comptable.

Cette restriction de personnel est avantageuse car, mieux que lorsqu'on a affaire à une phalange de fonctionnaires comme il arrive trop souvent dans les autres institutions, on peut s'assurer un personnel qui travaille.

Il faudrait un personnel de carrière pour laisser les instituteurs des villages remplir leur mission d'enseignement sans les forcer de négliger l'école comme ils font actuellement.

Naturellement, au commencement de la création des banques populaires rurales, les organisateurs se sont adressés aux éléments qui étaient les mieux préparés à ce rôle, c'est-à-dire aux instituteurs et aux prêtres des villages.

Aujourd'hui, plus que jamais, la nécessité de laisser les instituteurs à la chaire pour remplir leur apostolat en faisant l'éducation des petits enfants, devient de plus en plus évidente et grande.

Une réaction est commencée mais qui s'effectue d'une manière très peu sensible.

On cherche autant que possible à remplacer les instituteurs et les prêtres par des gens préparés dans les écoles pratiques organisées par la *Caisse Centrale* et par les *Fédérales* ; mais cette tâche ne peut être menée à bonne fin que dans un temps relativement long.

En définitive, la charge entière de conduire aujourd'hui une banque populaire pèse sur les épaules du caissier et un peu sur les épaules du comptable.

Le premier est choisi par le Conseil d'administration et le deuxième est nommé par celui-ci.

Le caissier, dans l'accomplissement de sa tâche, doit :

1° Avoir et tenir toujours la caisse et les registres en règle ;

2° Encaisser exactement à l'échéance les intérêts dus pour les sommes prêtées et les sommes consenties ;

3° Faire chaque année, le 31 décembre, au plus tard le 25 janvier, le bilan de la banque.

Le comptable aide le trésorier dans toutes les opérations de la banque populaire.

Bien que le personnel de ces banques de crédit et d'économie rurale ne soit pas un personnel de carrière, les résultats obtenus ont été des plus satisfaisants malgré les circonstances et les difficultés nombreuses qu'il a fallu surmonter.

CHAPITRE IV

LES OPERATIONS DES BANQUES POPULAIRES

Opérations : 1° actives ; 2° passives.

Le mouvement des banques populaires.

Les Fédérales des banques populaires.

Les banques populaires ayant pour but de procurer et de faciliter le crédit à la population rurale font deux sortes d'opérations :

1° Des opérations actives qui consistent à accorder des emprunts sur *crédit personnel*, sur *lettre de change*, sur *gage*, sur *hypothèque*, sur *titres* et à faire l'*escompte* ;

2° Des opérations passives qui consistent à recevoir des dépôts *en compte courant*, *en compte d'épargne* et *à échéance fixe*.

Les crédits sont accordés dans des conditions avantageuses tant au point de vue du taux de l'intérêt qu'à celui des délais accordés.

Ainsi, le taux de l'intérêt varie de 6 % à 12 % pour les associés suivant les banques et de 15 % à 18 % pour les non-associés. Le crédit personnel est accordé aux associés et aux non-associés dont la garantie morale et matérielle

ne laisse rien à désirer. Habituellement il est accordé sur lettre de change ne portant que la signature de l'emprunteur, lorsque la somme ne dépasse pas 2.000 lei et que l'emprunteur est membre associé de la banque.

Dans le cas où l'emprunteur n'est pas membre associé de la banque et où la somme dépasse 2.000 lei, le crédit lui est accordé aussi sur lettre de change, mais par l'endossement. Ce système de crédit présente des inconvénients.

Si la lettre de change n'est pas protestée à temps, elle doit être d'abord valorifiée par une instance judiciaire, habituellement par la justice de paix de la circonscription où siège la banque, pour acquérir la force exécutoire permettant de réclamer la somme prêtée. De cette façon les banques populaires rurales supportent des pertes sensibles en ce qui concerne le montant du taux de l'intérêt, car elles ne peuvent encaisser le taux prévu dans les statuts constitutifs, taux qui est de 10 % à 12 % pour les associés et de 15 % à 18 % pour les non-associés, mais seulement l'intérêt légal de 5 % ou 6 % et à partir de l'introduction de l'action en justice.

Ce crédit, qui est pratiqué aujourd'hui sur une vaste échelle, doit être complètement écarté par les banques populaires rurales. Certains peut-être pourraient dire qu'il n'y a pas un si grand inconvénient lorsque le montant de la somme prêtée ne dépasse pas 2.000 lei.

On peut leur répondre que si la banque est forcée de supporter des pertes si réduites soient-elles quant à leur montant, elle sera sérieusement menacée de succomber même lorsque les sommes prêtées ne dépassent pas 2.000 lei si les débiteurs ne les payent pas exactement à échéance.

En outre, avant de succomber, elle sera gênée dans ses opérations, ce qui contribuera à discréditer le crédit

populaire et à empêcher le progrès de l'économie rurale et l'éducation économique de la population des villages.

Pour ces considérations justes, nous estimons que le crédit ne doit être accordé qu'à gage, même lorsque le montant de la somme à prêter est réduit et que les prêts soient accordés à des associés ou à des non-associés.

De cette manière les banques populaires rurales n'auront pas à supporter des pertes et l'éducation économique de la population rurale s'accomplira sans aucune entrave et dans la même mesure qu'en Allemagne et en Italie.

Nous croyons ainsi que le meilleur système de prêt et qui correspond le mieux à la mentalité de la classe paysanne roumaine, c'est le système de prêt sur gage.

Depuis quelque temps, dans certaines banques populaires rurales, les directeurs se sont convaincus de l'effet salubre de l'emprunt sur gage et ont commencé à l'intensifier de plus en plus en contribuant ainsi à diminuer les risques et les inconvénients auxquels s'exposent ces banques, en prêtant sur lettre de change.

En quoi consiste le prêt sur gage ?

Il consiste à mettre en gage, en échange d'une somme d'argent empruntée, des terres, des instruments agricoles, du bétail, etc. Ces biens une fois engagés sont considérés comme la propriété de la banque populaire. Leurs propriétaires ne peuvent les aliéner sans l'avis et le consentement de la banque et sans les remplacer par d'autres biens de la même valeur.

Ainsi, le débiteur d'une banque populaire qui a par exemple mis en gage du bétail, ne peut le vendre à moins qu'il ne produise l'autorisation de la banque ; par conséquent la banque prend toutes les mesures et toutes les garanties pour se mettre à l'abri de tout risque.

Le crédit sur hypothèque, bien qu'il apparaisse comme le plus sûr, présente l'inconvénient d'empêcher le déve-

loppement du crédit rural. C'est à cause de cet inconvénient qu'il est fort réduit.

À côté de ces trois systèmes, il y a encore le système d'*emprunt sur titre*, qui se pratique déjà aujourd'hui et qui s'intensifiera lorsque les paysans payeront les terres à eux attribuées par l'expropriation à la suite de la réforme agraire inscrite dans la *Constitution de 1917* à Jassy, par le parti libéral, et réalisée en partie par le gouvernement du général Averesco par la loi du 7 juillet 1918. Nous espérons voir cette réforme complètement et définitivement terminée cette année, pour l'intérêt et l'économie nationale du pays.

Quel que soit le système employé pour accorder le crédit, la banque a le devoir d'examiner minutieusement la situation morale, intellectuelle et plus particulièrement la situation matérielle du demandeur avant de lui consentir le prêt qu'il sollicite.

Parmi les opérations actives d'une banque populaire, on trouve aussi l'*escompte*. Il est moins pratiqué que les autres opérations, dans ces banques de crédit et d'économie rurale. On s'explique sa rareté d'application par le manque de préparation du personnel à des opérations aussi délicates et aussi difficiles que l'escompte.

Au contraire, en Allemagne, il est pratiqué sur une échelle très vaste par les banques populaires raffaëliennes et par les caisses de Schulze-Delitsch.

En Roumanie, on pourrait presque dire qu'il n'existe pas.

Les banques populaires rurales escomptent très rarement en effet des effets commerciaux et des ordonnances de paiement des salaires des fonctionnaires ruraux.

Habituellement, elles l'évitent à cause de l'insuffisance de préparation de leur personnel pour une si délicate opération et pour ne pas se voir dans l'impossibilité à

un certain moment de ne pouvoir répondre, avec son capital social, aux nouvelles demandes d'emprunts ou aux restitutions éventuelles des dépôts placés à l'épargne.

Pour toutes ces considérations les banques populaires rurales roumaines ne pratiquent pas l'escompte.

Quelles sont maintenant les opérations passives pratiquées par les banques populaires rurales de Roumanie ?

La plus importante de ces opérations passives est *le dépôt d'épargne* remboursable à vue et après un délai variable suivant l'importance de la demande de retrait ; ensuite vient *le dépôt à échéance fixe* et *le dépôt en compte courant*.

Les déposants sont garantis d'être remboursés non seulement par l'actif social et le fonds de réserve, mais aussi par les vertus morales des associés.

Toutes ces opérations contribuent à augmenter les forces financières des banques populaires rurales.

Le dépôt d'épargne a contribué à l'éducation de l'esprit d'économie des habitants des villages qui, avant la constitution et l'organisation de ces institutions de crédit populaire, s'empressaient de dépenser tout le fruit de leur travail dans les débits de boisson.

Au point de vue de l'épargne, elles ont eu ce rôle décisif : de soustraire l'épargne à l'action centralisatrice et stérile des caisses d'épargne en l'utilisant pour la vie locale ou régionale, tout en assurant à cette opération un caractère de prudence.

On laisse au Conseil d'administration la charge de déterminer la mesure dans laquelle l'épargne doit être acceptée conformément aux statuts de la banque, à la nature de ses opérations et à la facilité plus ou moins grande de répondre aux demandes de remboursement. D'après l'annuaire des banques populaires rurales à la fin de l'année 1919, la somme d'argent épargnée s'élevait

à 100.284.386 lei ; elle a été réalisée par les dépôts des associés et des non-associés, pour laquelle les banques populaires payent un intérêt de 5 % par an.

Grâce à la faveur faite aux dépôts d'épargne, on est arrivé à habituer les paysans à réaliser d'importantes économies qu'ils utilisent comme garantie des emprunts faits à la banque populaire et pour des achats de bétail, des terres, d'instruments agricoles, de semences, etc. Cette opération a exercé une influence bienfaisante non seulement au point de vue matériel, mais aussi au point de vue moral. Elle a contribué fortement à développer dans une grande mesure l'esprit d'économie au sein de la masse paysanne, à provoquer immédiatement une diminution considérable du nombre des alcooliques et des ivrognes. La réduction de l'ivrognerie qui avait contaminé tous les villages a entraîné la réduction des crimes et des délits qui commençaient à se multiplier de plus en plus.

En ce qui concerne *les dépôts à compte courant*, d'après le même annuaire, ils s'élevaient à 50.336.152 lei 31 centimes. Cette somme est assez importante, vu le nombre des déposants qui sont des paysans peu habitués à cette opération et qui préfèrent plutôt verser leurs économies en compte d'épargne.

Quant aux *dépôts à échéance fixe*, ils sont si réduits que nous pourrions dire qu'ils sont presque inexistants, car la population rurale préfère les dépôts à l'épargne.

Avec tous ces fonds qui proviennent de diverses sources, les banques populaires rurales peuvent se livrer à des opérations qui contribuent fortement à l'augmentation de la richesse individuelle, fondement de l'économie rurale et de l'économie nationale.

Mouvement des banques populaires

Suivant les données de l'annuaire de l'année 1919, nous pouvons dire que le mouvement et le progrès de ces institutions sont merveilleux. Le nombre des banques populaires en 1919 s'élève à 3.114, le montant du capital social à 243.863.256 lei 18 centimes et le nombre des associés à 678.061.

Des chiffres de l'annuaire de l'année 1919 il ressort que le capital social est formé de la façon suivante : 58 % pour des parts sociales qui ne dépassent pas 2.000 lei et 42 % pour des parts sociales qui varient entre 2.000-5.000 lei.

Ce mouvement des banques populaires s'est effectué dans un intervalle relativement court, ce qui prouve que la classe paysanne a compris les effets salutaires de ces institutions et qu'une éducation économique a commencé sérieusement à s'effectuer.

Mais le nombre des banques populaires, des sociétaires et le montant du capital social sont variables suivant les diverses provinces du pays. Ainsi :

En Moldavie	en 1919 il y avait 775 banques populaires rurales, 192 719 associés et 60.462.653 capital social
En Valachie	— — — 1402 — — — 320.537 — — 112.873.485 —
En Petite Valachie	— — — 720 — — — 156.789 — — 65 919.276 —
En Dobroudja	— — — 217 — — — 8.016 — — 4.607.842 —

Relativement au montant du capital social, les banques populaires rurales se répartissent ainsi :

154 banques populaires rurales ayant un capital social jusqu'à	10.000 lei soit total	880.633
1226 — — — — —	50.000 — —	36.218.092
871 — — — — —	100 000 — —	62.453.062
649 — — — — —	250.000 — —	96.363.209
96 — — — — —	500.000 — —	30.463.997
19 — — — — —	1.000 000 — —	13.859.188
3 — — — — —	au-dessus 1.000.000 — —	3.625.075

n'ont pas envoyé les chiffres statistiques.

Ainsi, le montant du capital social total de ces 3.114 banques populaires de l'ancien royaume, s'élève à 243.863.256 lei (1).

D'après ces chiffres statistiques, nous voyons qu'il y a un mouvement économique incontestable qui constitue une forte garantie pour le développement de l'économie rurale dans l'avenir et que l'œuvre économique et sociale de M. *Spiru Haret* a rempli très heureusement son but.

Suivant le même annuaire, le nombre des associés était de 678.061, appartenant aux diverses professions : agriculteurs, artisans, commerçants, fonctionnaires ruraux, instituteurs, prêtres, etc., la majorité des associés étant constituée par les paysans. Voici les chiffres :

Cultivateurs	615.443
Artisans	17.061
Fonctionnaires	16.334
Commerçants	11.030
Propriétaires ruraux	9.004
Instituteurs	5.506
Prêtres	3.683

En examinant l'actif et le passif des banques populaires rurales pour l'année 1919, nous voyons, d'après le bilan général de cette année, qu'au 31 décembre, l'actif s'élevait à 482.217.716 lei 19 centimes réparti ainsi :

1° *Numéraire en caisse des banques populaires* : 35.806.379 lei 14 centimes, somme qui est restée immobilisée sans être versée ni aux Fédérales ni à la Caisse Centrale, pour la faire fructifier.

(1) Voir le bilan général récapitulatif des banques populaires de l'ancien royaume de Roumanie, page 70.

2° *Participation au capital de la Caisse Centrale et aux Fédérales* : 14.761.461 lei 85 centimes, somme répartie ainsi :

A la Caisse Centrale...	4.853.843 lei 91 centimes
Aux Fédérales	9.907.617 — 94 —

3° *Dépôts totaux* : 69.640.389 lei 94 centimes répartis ainsi :

Aux Fédérales	59.050.193 lei 92 centimes
A la Centrale	9.456.548 — 83 —
Aux diverses sociétés ou banques	1.133.647 — 19 —

4° *Prêts consentis* : 250.169.276 lei 55 centimes répartis ainsi :

Aux diverses sociétés coopératives	7.562.683 lei 26 centimes
Aux membres associés et non-associés	242.606.593 — 29 —

5° *Effets publics et action* : 19.796.599 — 24 —

Ces effets publics sont en grande partie des titres de divers emprunts de l'Etat : Emprunt National, Emprunt de l'Union et Emprunt de la Reconstitution. Leur valeur nominale est de 22.191.560 lei.

6° *Immeubles, mobilier, intérêts dûs et divers comptes* : 92.043.609 lei 19 centimes. Donc à la fin de l'année 1919 le total de l'actif était presque 1/2 million lei. Le portefeuille des banques populaires, d'une valeur de 250.169.276 lei 55 centimes, est réparti de la manière suivante :

Prêts consentis aux diverses

sociétés coopératives 7.562.683 lei 26 cent.

Prêts consentis aux particu-

liers 242.606.593 — 29 —

Au point de vue de la forme de créances, la somme de 242.606.593 lei 29 centimes est placée comme suit :

Prêts sur crédit personnel

ou sur garanties de tierces

personnes 77.369.478,14 soit 31,88 %

Prêts sur lettres de change. 78.391.689,47 — 32,32 %

— gages 80.510.191,53 — 33,18 %

— hypothèques 6.335.234,15 — 2,62 %

Aux associés 166.179.720,60 — 68,47 %

Aux non-associés 76.426.872,69 — 31,53 %

Total..... 242.606.593,29 100

Au point de vue productif la somme de 242.606.593 lei 29 centimes, qui a été prêtée aux associés et aux non-associés, est répartie ainsi :

Pour aliments et fourrages.. 51.534.560,18 soit 21,24 %

Pour l'achat de bestiaux et

d'instruments agricoles .. 75.004.304,81 — 30,92 %

Pour l'affermage de terres.. 28.890.010,94 — 11,91 %

Pour l'achat de terres..... 47.483.292,45 — 19,57 %

Pour d'autres buts..... 39.694.424,91 — 16,36 %

Il ressort de ces chiffres que 84 % du montant de 242.606.593 lei 29 centimes qui constituent le portefeuille des banques populaires rurales, sont prêtés dans le but d'accroître la production.

Le montant des 242.606.593 lei 29 centimes prêtés à 668.660 emprunteurs se répartit de la façon suivante :

(1) Tous ces chiffres statistiques sont pris sur l'annuaire de l'année 1919.

Prêts de :	lei	lei	prêtés à	97 440 emprunteurs en valeur de	4.336.002,45 soit	1.79%
51 —	100	—	152 353	—	13 994 115,17	— 5 77%
101 —	500	—	294 371	—	74 301 895,72	— 30.63%
501 —	1 000	—	76 799	—	51 699 052,44	— 21 31%
1 001 —	2 000	—	31 031	—	39 888 785,38	— 16.44%
au-dessus de	2.001	—	16 666	—	58 386 742,13	— 24 16%
			668 660		242.606 593,29	100 %

La valeur moyenne des prêts consentis par les banques populaires rurales se chiffre à 376 lei.

Le *passif* des banques populaires rurales pour l'année 1919 se présente ainsi d'après le bilan général des banques populaires :

1° *Capital versé* s'élevant à 243.863.256 lei 18 centimes. Ce capital est versé par le nombre de 678.061 associés ; soit une augmentation pour année — de 1918 à 1919 — de 57.324.756 lei 18 centimes. En tenant compte du montant du capital versé par chacun des membres des banques populaires, la situation est la suivante :

	lei cent.	pour	243 577 associés avec un capital versé de	2 à	50 lei	soit	
8 264 695.15	—	130 845	—	—	51 à 100	—	3.39%
10 882 884 45	—	107.965	—	—	101 à 200	—	4 46%
16 820 829.43	—	81.895	—	—	201 à 500	—	6.89%
27 852 858.55	—	47.098	—	—	501 à 1000	—	11.42%
31 949 357 35	—	35 260	—	—	1001 à 2000	—	13 11%
45 624 039.93	—	31 421	—	—	2001 à 5000	—	18.71%
102.468.541,27	—	—	—	—	—	—	42 02%
243 863 256,18	—	678 061					100 %

Il résulte donc que, sur le capital versé de 243.863.256 lei 18 centimes, 58 % sont constitués de parts sociales qui ne dépassent pas 2.000 lei, les autres 42 % étant formées de parts sociales variant de 2.000 à 5.000 lei. Au point de vue du capital versé, les banques populaires se présentent ainsi :

Jusqu'à	lei	lei	lei cent	représentant	154 banques
de 10 000 —	—	50 000	880.632.98	—	1.226
— 10 000 —	100 000	—	36 218 091.29	—	871
— 50 000 —	250 000	—	62 453 061.01	—	649
— 100 000 —	500 000	—	96 363 209.37	—	96
— 250 000 —	1.000.000	—	30 463 997.61	—	19
— 500 000 —	—	—	13 859 158.60	—	3
au-dessus 1.000 000	—	—	3 625 075 32	—	—
			243 863.256,18	—	3 018
96 banques populaires n'ont pas envoyé les chiffres statistiques					96
					3.114

2° *Dépôts destinés à fructifier* : 100.284.386 lei 84 centimes. Par rapport à la somme correspondante de l'année 1918, il y a une augmentation d'environ 40 millions lei.

Ces augmentations prouvent que le mouvement coopératif de crédit rural gagne la confiance des paysans et les banques populaires prennent le caractère d'institutions nationales qui offrent pour l'avenir une garantie suffisante pour le progrès économique du pays. Cette somme de 100.284.386 lei 84 centimes qui représente le montant des dépôts destinés à fructifier se répartit au point de vue du dépôt individuel de la façon suivante :

lei cent		pour	56.499 déposants de	lei	1 —	50	soit	1.79%
1.793.063,45	—	27.665	—	51	—	100	—	3.45%
3.466.893,43	—	46.062	—	101	—	500	—	12.64%
12.662.428,87	—	19.200	—	501	—	1.000	—	13.65%
13.688.231,38	—	12.992	—	1.001	—	2.000	—	17.81%
17.863.873,35	—	11.537	—	au-dessus de 2.000		—	50.66%	
50 809 890,46	—							
Total ..	100.284.386,84		173.955				100 %	

La moitié du total ci-dessus est constituée par les dépôts qui ne dépassent pas 2.000 lei et l'autre moitié par les dépôts supérieurs à 2.000 lei.

3° *Les Effets à payer et les Comptes courants s'élèvent* à : 50.326.152 lei 31 centimes répartis ainsi :

A la Centrale des banques

populaires	4.109.058 lei 01 centime
Aux Fédérales	44.239.818 — 90 —
Aux diverses institutions.	1.977.275 — 40 —

De ces chiffres il ressort que les emprunts contractés par les banques populaires à la Caisse Centrale sont inférieurs à ceux qui le sont aux fédérales.

L'explication est que la Caisse Centrale a pris des dispositions pour qu'il ne soit plus accordé directement des crédits aux banques populaires que dans des cas

exceptionnels. De la sorte, ces banques sont forcées de s'adresser aux fédérales pour leur demander les sommes nécessaires pour répondre aux demandes de crédit faites par les paysans. Cette mesure a été prise pour consolider les fédérales et cimenter les liens entre les banques populaires et leurs fédérales.

4° *Le Fonds de réserve des banques populaires* pour l'année 1919 s'élève, au 31 décembre, à 19.228.872 lei 96 centimes.

5° *Le Bénéfice net* en 1919 est de 17.429.220 lei 25 centimes qui a été réparti conformément aux statuts, de la manière suivante :

Fonds de réserve.....	1.812.287 lei 74 centimes
Dividendes, en moyenne de	
6 %	13.882.440 — 01 —
Impôts dus à l'Etat.....	174.292 — 08 —
Divers	1.560.200 — 42 —

Des dividendes aussi modestes s'expliquent par la différence fondamentale qui existe entre les principes de la doctrine coopératiste et le régime capitaliste.

Dans la coopération, c'est le débiteur qui doit être avantagé soit sous la forme d'une réduction de l'intérêt des emprunts, soit sous la forme de prime pour les emprunteurs en proportion des sommes empruntées à la coopérative de crédit.

A cause de cette différence de principes, le capital employé doit produire un revenu modeste et par conséquent les dividendes sont modestes.

En vérifiant la situation générale du *Compte caisse* (1) à la fin de l'année 1919, le mouvement des fonds a été le suivant :

(1) Voir « Situation générale des opérations de caisse », page 67.

Solde de l'année précédente	36.677.311 lei 74 cent.	
Capital social ...	81.682.640 — 54 —	34.578.171 lei 24 cent.
Dépôts destinés à fructifier	79.396.524 — 27 —	45.730.549 —
Prêts	82.232.960 — 21 —	187.235.055 — 13 —
Dépôts à la Centrale et aux Fédérales	63.773.265 — 44 —	51.188.251 — 90 —
Effets à payer et comptes courants	50.785.862 — 17 —	28.131.009 — 58 —
Marchandises ...	88.020.130 — 92 —	82.836.939 — 01 —
Comptes divers ..	107.509.726 — 62 —	124.572.066 — 91 —
Total		
des encaissements	590.078.421 lei 91 cent.	554.272.042 lei 77 cent.

Les encaissements effectués en 1919 pour les *Comptes capital* et *Dépôts destinés à fructifier*, atteignent un total de 160,9 millions, et les paiements pour ces comptes 80,4 millions lei.

Pour le compte « *Prêts* », il a été encaissé 82 millions et il a été payé pour 187 millions de nouveaux prêts, ce qui constitue, par rapport au solde de l'année 1918, une augmentation de placement de 40,5 % lei.

Enfin, les banques populaires rurales ont fait des affaires pendant l'exercice de l'année 1919, qui représentent le total de 1.572.841.501 lei.

De l'analyse de ces chiffres du bilan de l'année 1919, il ressort que le crédit populaire rural de Roumanie est en plein développement. Il gagne annuellement la confiance de la population rurale. Les données du bilan général des banques populaires de l'ancien royaume de Roumanie sur l'année 1919 (1) sont suffisantes pour se faire une idée exacte de la circulation, de la mobilité, des fonds et de la force de l'économie rurale qui, dans l'avenir, est la plus grande garantie pour l'économie nationale du pays.

(1) Bilan général, page 68.

SITUATION GENERALE
DES OPERATIONS DE CAISSE
Le 31 décembre 1919

ENCAISSEMENTS

PAYEMENTS

Solde bilan 1918....		36.677.311 74	Capital social.....		34.578.171 24
Capital social		81.682.640 54	Dépôts à l'épargne.		45.730.549 »
Dépôt à l'épargne .		79.396.524 27	Prêts accordés.....		187.235.055 13
Dépôts aux :			Dépôts aux :		
Fédérales.....	54.697 750 87		Fédérales.....	45.533.796 53	
A la Centrale.....	6.585 828 81		A la Centrale.....	3.977.885 54	
Diverses institu- tions.....	2.489.685 76	63.773.265 44	Diverses institu- tions.....	1.676.569 83	51.188.251 90
Effets à payer et comptes courants:			Effets à payer et comptes courants:		
Des Fédérales.....	46.885 918 30		Aux Fédérales.....	22.622.670 63	
De la Centrale.....	1.048.796 60		A la Centrale.....	1.415 211 68	
Divers.....	2.851.146 77	50.785 862 17	Divers.....	4.093.127 27	28.131.009 58
Marchandises.....		88.020.130 92	Marchandises		82.836 939 01
Intérêts dus.....		9.479.692 08			
Prêts consentis aux diverses coopéra- tives.....		2.003.065 53	Prêts consentis aux diverses sociétés coopératives.....		4.372.862 69
Divers encaisse- ments.....		96.026.969 01	Divers paiements..		120.199 204 22
			Total des paye- ments.....		554.272.042 77
Total des encais- sements.....		590.078.421 01	Solde le 31 décem- bre 1919.....		35 806.379 14
					90.078.421 91

BILAN GENERAL DES BANQUES POPULAIRES DE ROUMANIE

ACTIF

31 décembre 1919

PASSIF

Caisse, capital.....		35.806.379 44	Capital social		243.863.256 18
Participation : à la Centrale.....	4.853.843 91		Dépôts à l'épargne.		100.284.386 84
Capital aux Fédérales.....	9.907.617 94	14.761.461 85	Effets à payer et comptes courants:		
Dépôts : aux Fédérales.....	59.050.193 92		A la Centrale.....	4.109.058 01	
A la Centrale.....	9.456.548 83		Aux Fédérales.....	44.239.818 90	
Divers.....	1.133.647 49	69.640.389 94	Divers.....	1.977.275 40	50.326.152 31
Prêts consentis :			Fonds de réserve...		19.228.872 96
Aux diverses Sociétés coop.....	7.562.683 26		Fonds cultural.....		908.344 45
Aux membres associés et aux non-associés.....	242.606.293 29	250.169.276 55	Fonds mobilier (amortissement)..		1.355.598 07
Effets publics et actions.....		19.796.599 24	Fonds immobilier (amortissement).		3.383.520 69
Immeubles.....		3.849.211 07	Impôts à payer...		322.723 58
Mobilier.....		1.731.592 85	Donations.....		128.481 35
Intérêts dûs.....		16.450.864 78	Divers comptes.....		44.987.159 51
Divers comptes.....		70.011.940 77	Profit net		17.429.220 25
		<u>482.217.716 19</u>			<u>482.217.716 19</u>

Banques populaires : 3.114 : Membres associés : 678.061.

Total des affaires : 1.572.841.501 lei 05

Projet pour la répartition du profit net :

Fonds de réserve.	Lei	1.812.287 74
Dividendes.	—	13.882.440 01
Impôts	—	174.292 08
Divers.	—	1.560.200 42

Total Lei 17.429.220 25

Les Fédérales des banques populaires

Les Fédérales sont des institutions de crédit et d'économie rurale du second degré, qui ont pris naissance en 1907.

Elles établissent la liaison entre la *Caisse Centrale* et les banques populaires, étant en même temps pour ces dernières une source inépuisable de crédit.

Les Fédérales ont été créées pour alléger la *Caisse Centrale* de l'une de ses charges et pour établir une liaison plus forte entre celle-ci et les banques populaires.

En 1919, elles sont au nombre de 45 réparties ainsi : 32 fédérales départementales et 13 fédérales régionales.

A la fin de l'année, ces 45 fédérales comprenaient 2.834 sociétés coopératives, soit : 2.640 banques populaires, 122 coopératives de production ou de consommation et 72 associations d'affermage.

La fédération des banques populaires s'est effectuée conformément à l'article 38 de la loi du 28 mars 1903 (1).

En analysant l'actif et le passif de ces fédérales pour l'année 1919, nous voyons d'après le bilan général récapitulatif des fédérales des banques populaires (2) que la situation est la suivante :

(1) Article 38 de la loi du 28 mars 1903 : « Les banques populaires d'une région peuvent se fédérer pour assurer et pour faciliter le crédit et leurs opérations.

« Si elles remplissent les conditions de la loi, elles peuvent travailler avec la Caisse Centrale.

« Les formalités de constitution des banques populaires s'appliquent aussi aux fédérales.

« La part sociale d'une banque ou d'une coopérative ne peut pas dépasser 5.000 lei, conformément à l'article 225 du Code de commerce roumain ».

(2) Voir Bilan général récapitulatif des fédérales, page 72.

ACTIF :

Caisse	5.187.208	lei	27	centimes
Prêts consentis	68.375.100	—	43	—
Marchandises	11.956.823	—	40	—
Avances sur céréales.....	24.876.279	—	55	—
Dépôts à la Centrale.....	16.576.177	—	81	—
Participations et stations.	1.509.465	—	99	—
Effets publics	7.962.539	—	85	—
Immeubles	1.077.088	—	94	—
Mobilier	405.288	—	16	—
Associés	4.597.316	—	48	—
Comptes divers	55.248.545	—	14	—
Total.....	197.771.834	lei	02	centimes

PASSIF :

Capital social	14.418.739	lei	25	centimes
Dépôt destiné à fructifier.	59.916.578	—	11	—
Emprunts contractés	55.499.408	—	33	—
Consignation de marchan- dises	832.010	—	05	—
Fonds de réserve.....	773.407	—	63	—
Fonds divers	2.394.307	—	69	—
Fonds immeubles et mobi- lier	1.219.196	—	63	—
Bénéfice net	3.538.771	—	81	—
Total.....	197.771.834	lei	02	centimes

Le bénéfice net a été réparti ainsi :

Fonds de réserve.....	836.431	lei	75	centimes
Dividendes	520.325	—	30	—
Fonds cultural	374.860	—	70	—
Impôts dus à l'Etat.....	35.387	—	78	—
Fonds divers	177.766	—	32	—

Le solde de l'actif des fédérales de l'année 1919 pour « *Prêts accordés* » s'élève à 68.375.100 lei 43 centimes ; celui pour « *Dépôts d'épargne* » à 16.576.177 lei 81 centimes.

Le solde du passif des fédérales de cette année pour « *Dépôts d'épargne* » atteint 59.916 578 lei 11 centimes et celui pour « *Effets à payer et Comptes courants* », s'élève à 55.499.408 lei 33 centimes.

La moyenne par fédérale en 1919 est 2.564.799 lei.

Ces chiffres du bilan général des fédérales de l'année 1919 prouvent que ces institutions sont une véritable force économique rurale et une puissante source de crédit pour les paysans. Elles nous font espérer qu'elles seront dans l'avenir le fondement économique le plus solide de l'économie rurale et nationale de Roumanie.

Caisse centrale

La *Caisse Centrale* est l'organe supérieur central de crédit, d'économie et de contrôle pour toutes les banques populaires et les fédérales.

Cette institution est créée comme une nécessité pour donner à ces banques direction et appui et remplacer le *Crédit Agricole* fondé en 1892 qui, par suite de formalités difficiles à remplir, n'avait pas pu se maintenir ni répondre aux espoirs des fondateurs.

Pour remédier à la situation créée par le *Crédit Agricole*, qui avait été une institution défavorable pour la population rurale, il fut décidé en 1906 qu'il serait remplacé par la *Caisse Centrale*, organisée comme une institution distincte ayant la personnalité morale et fonctionnant comme une direction générale au Ministère des Finances.

BILAN GENERAL RECAPITULATIF DES FEDERALES DE L'ANCIEN ROYAUME DE ROUMANIE

ACTIF

Le 31 décembre 1919

PASSIF

Caisse.....	5.187.208 27	Capital social.....	14.418.739 25
Prêts consentis.....	68.375.100 43	Dépôts à l'épargne.....	59.916.578 11
Marchandises.....	11.956.823 40	Emprunts contractés...	53.499.408 33
Avances sur céréales...	24.876.279 55	Consignation des marchandises	832.010 05
Dépôts à la Centrale...	16.576.177 81	Fonds de réserve.....	773.407 63
Participations et Actions	1.509.465 99	Fonds divers.....	2.394.307 69
Effets publics.....	7.962.539 85	Fonds immeubles et meubles (amortissement).....	1.219.196 52
Immeubles.....	1.077.088 94		
Mobilier.....	403.288 16	Comptes divers.....	59.179.414 63
Associés.....	4.597.316 48		
Comptes divers.....	35.248.545 14	Bénéfice net (Profit)....	3.538.771 81
	197.771.834 02		197.771.834 02

Nombre des Fédérales : 45 { 32 districtuelles Sociétés fédérées. 2.834
{ 13 régionales a) Banques. 2.640
b) Sociétés d'affermage
de terre 72
c) Coopératives diverses 122

Projet pour la répartition du profit net : 2.834
Fonds de réserve. Lei 836.431 71
Dividendes — 520.325 30
Fonds cultural — 374.860 70
Impôts. — 35.387 78
Divers — 1.771.766 32
Total du profit net . . . Lei 3.538.771 81

Dès son apparition, elle a donné tout son appui aux banques populaires et aux sociétés coopératives, en favorisant leur fondation et en leur procurant le crédit nécessaire.

A partir de l'année 1919, elle fut divisée en trois sections :

I. La Centrale des banques populaires qui joue le rôle d'organe central de crédit, d'économie et de contrôle pour les banques populaires, pour les fédérales et aussi pour d'autres institutions coopératives ;

II. La Centrale des sociétés coopératives rurales de production et de consommation qui dessert les sociétés coopératives de production et de consommation ;

III. La Centrale des associations rurales et des exploitations agricoles, qui dessert les associations paysannes d'affermage et d'achat de terres.

Chacune de ces institutions est indépendante, a une personnalité juridique distincte, tout en faisant partie de la « *Caisse Centrale de la coopération et de la réalisation de la réforme agraire* ». Chacune a le but de maintenir l'unité de la coopération.

La *Caisse Centrale* procure le crédit aux fédérales, exerce le contrôle des banques populaires et des fédérales, reçoit des économies de celles-ci, fait l'office de banque pour le *Comité Agraire* et pour la *Centrale des Associations des villages et des Associations d'exploitation agricoles* ».

En 1920, elle a accordé la somme de 89.474.270 lei, comme crédit destiné uniquement à des buts productifs.

A cause de ses multiples attributions, en 1907, pour se voir déchargée de l'une d'elles, elle a appuyé la fondation des fédérales en ne gardant pour elle que le rôle principal de surveiller le mouvement du crédit et du progrès des banques populaires, des fédérales de ces

banques et en donnant son appui à celles-ci pour qu'elles puissent répondre à la nécessité du crédit réclamé par la population des villages.

Au dernier moment, après la guerre de 1916-1918, par suite de l'impossibilité d'exercer rigoureusement le contrôle des banques populaires et des fédérales, un affaiblissement se produisit, précipitant la liquidation d'un certain nombre de sociétés coopératives de consommation.

Aussi il y eut un relentissement dans le mouvement et le développement de la coopération de crédit populaire rural. La direction de la Caisse Centrale appartient à un Conseil d'administration constitué par les membres suivants : quatre désignés et choisis par les représentants des banques populaires et des fédérales réunies en congrès ; un choisi par le Ministère d'Instruction publique, un par le Ministère des Finances, un par le Ministère d'Agriculture et le neuvième qui est le directeur de la Caisse Centrale.

Le but ou, pour mieux dire, le rôle de cette institution est :

1° D'accorder le crédit nécessaire et suffisant aux banques populaires par l'intermédiaire des fédérales et très rarement directement ;

2° De recevoir des dépôts des banques populaires et des fédérales pour les faire fructifier ;

3° De surveiller et contrôler le mouvement, le développement et le fonctionnement de celles-ci.

Ainsi, le crédit étant accordé aux banques populaires par l'intermédiaire des fédérales, la *Caisse Centrale* s'est déchargée elle-même d'une foule d'opérations qu'elle a passées aux fédérales.

Aujourd'hui, la *Caisse Centrale* donne son appui aux banques populaires, cherche à assurer leur administra-

tion, vérifie les statuts des fédérales et des banques populaires, autorise leur fonctionnement, la rédaction du règlement de leur liquidation, reçoit à l'épargne les sommes disponibles des banques populaires et des fédérales, ouvre à celles-ci des comptes courants, escompte leurs effets de commerce et sert de caisse centrale pour l'organisation des diverses sociétés d'assurances mutuelles, contre la grêle, l'incendie, la mortalité du bétail, etc.

Pour accorder le crédit, elle possède un capital de 24 millions lei : 12 millions par donation de l'Etat et les autres 12 millions formés par des sommes apportées par les banques populaires qui travaillent avec elle et par les fédérales.

La majorité des banques populaires travaillent avec la *Caisse Centrale* ; mais pour pouvoir travailler avec elle, elles doivent remplir les conditions suivantes :

1° La banque populaire doit n'admettre comme membres que des habitants de la commune résidence de la banque ou tout au plus d'une commune voisine ; elle pourra toutefois admettre les habitants d'autres communes si elle n'obtient une autorisation spéciale de la *Caisse Centrale* ;

2° Il ne sera pas admis comme membres des habitants qui seraient également membres d'une autre banque populaire ;

3° Quand une banque populaire rurale aura la forme d'une société par actions, les actions, conformément à l'article 226 du Code de commerce roumain, seront toujours nominatives et ne pourront être possédées que par des personnes qui remplissent les conditions nécessaires pour devenir membres associés ; de plus, elles ne pourront être cédées qu'avec le consentement du Conseil d'administration ou de l'assemblée générale ;

4° Le taux de l'intérêt de prêts consentis par les banques populaires ne pourra pas dépasser les limites fixées par le Conseil d'administration de la Caisse Centrale ;

5° Les banques populaires rurales ne pourront consentir des prêts qu'aux habitants de la commune où elles siègent et où on peut recruter leurs membres ;

6° Les prêts consentis par les banques populaires rurales pourront être remboursés avant l'échéance, selon le bon plaisir de l'emprunteur et, dans ces cas, les intérêts payés par anticipation lui seront restitués ;

7° Pour les banques populaires dont le capital ne dépasse pas 10.000 lei les fonctions de l'administration seront gratuites sauf celles de caissier et de comptable ;

8° Les administrateurs des banques populaires seront solidairement responsables des pertes subies si ces pertes résultent de dol ou de négligence ;

9° Chaque banque formera un fonds de réserve, en retenant au moins 10 % sur les bénéfices, pour couvrir les pertes matérielles.

Le Conseil d'administration pourra décider que ces fonds seront déposés à la Caisse Centrale à titre d'épargne.

Grâce aux directives de la Caisse Centrale, les banques populaires se sont développées, leurs membres et leurs capitaux se sont accrus. Les chiffres des bilans généraux des banques populaires et des fédérales prouvent que le mouvement et le développement de ces institutions de crédit et d'économie rurale sont en plein progrès.

						Total bilan
In 1909 il y avait	2.543	banques populaires,	402.938	associés,	490.034.211	capital social, 75 708.924
— 1910 —	2.656	—	—	454.187	—	61 016.395 — 93 567 883
— 1911 —	2 755	—	—	510.113	—	79.592.265 — 121.477.347
— 1912 —	2 862	—	—	563.270	—	99 067.743 — 157 135 008
— 1913 —	2 901	—	—	583 632	—	107.142.203 — 170 790.003
— 1919 on est arrivé à	3.114	—	—	678.061	—	243.863.256 — 482.217.716

CHAPITRE V

LE ROLE DES BANQUES POPULAIRES

Effets.

Réorganisation.

L'apparition de ces institutions de crédit et d'économie rurale a été salulaire pour la classe paysanne par suite de l'augmentation et de la mise en valeur de la richesse rurale qu'elle a entraînées. Créées par l'initiative privée avec le concours des instituteurs des villages, parmi lesquels mérite d'être cité M. *Dumitresco-Bumbesti*, le promoteur du crédit populaire rural ; dirigées par le personnel enseignant et par les prêtres des villages, les banques populaires rurales roumaines ont contribué fortement au progrès de l'économie rurale, au relèvement moral et intellectuel de la classe paysanne menacée même dans son existence.

Il ne faut pas oublier que le rôle de ces institutions est principalement d'ordre pécuniaire, puisqu'il est de procurer le crédit en vue de satisfaire à toutes les demandes adressées dans un but productif, fait qui les rapproche des banques allemandes raiffeiseniennes et des banques populaires italiennes « *Luigi Luzzatti* ». Aujourd'hui, il n'y a personne en Roumanie qui puisse contester leur rôle économique et éducatif car on est

chaque jour mieux convaincu qu'elles sont les seules institutions rurales qui contribuent à faire progresser sainement l'économie rurale et l'éducation des paysans.

Les richesses naturelles de Roumanie, spécialement la productivité du sol, ont commencé par leur intermédiaire à être valorifiées. En ce moment de fiévreuse activité surtout dans un pays riche par excellence comme est la Roumanie, où commence à peine l'exploitation des grandes sources de richesse, le rôle de ces banques devient de jour en jour plus important. A côté des entreprises des sociétés anonymes constituées dernièrement, on remarque journellement une participation croissante de ces institutions de crédit et d'économie rurale, à la mise en valeur des forêts et des terrains carbonifères qu'on vient de découvrir. L'exploitation des forêts se pratique sur une échelle étendue par les paysans des districts : de Bacau, Gorj, Muscel ; dans ce dernier district fonctionne depuis peu de temps une société coopérative paysanne, aidée par les banques populaires du district, qui s'occupe de l'extraction et de la vente de la lignite.

C'est surtout l'agriculture qui retire les plus grands avantages de l'appui des banques populaires rurales, notamment lors de la mise en possession des terres expropriées, opération qui, nous l'espérons, sera bientôt terminée si le ministre actuel de l'Agriculture, *M. Alexandre Constantinesco*, montre à ce sujet la même énergie que celle dont il a fait preuve dans la question du problème agraire.

Aucune autre institution ne peut mieux répondre aux besoins nouveaux des paysans que celle des banques populaires rurales.

Comme la Roumanie est un pays essentiellement agricole, c'est seulement au moyen du crédit de ces banques que l'agriculture pourra prendre son essor, elles seules

étant en état de procurer du crédit aux paysans dans les meilleures conditions.

Quant aux effets produits par les banques populaires rurales, nous les trouvons merveilleux, bien que la coopération de crédit soit récente en Roumanie. Par l'intermédiaire de ces banques se sont réalisées la suppression de l'usure, l'éducation de l'esprit d'économie de la population rurale, l'éducation morale et intellectuelle restée si longtemps dans l'obscurité.

En outre, l'esprit de solidarité s'est de plus en plus fortifié et développé en vue de la consolidation économique et sociale.

On ne doit pas oublier de mentionner aussi un autre effet d'une grande importance pour la santé et la morale de la population rurale ; c'est celui de la réduction du nombre des alcooliques, des crimes et des délits. On pourrait même ajouter que la réforme agraire précipitée par les événements de la guerre de l'année 1917, soutenue et imposée aux gouvernants par le roi Ferdinand I^{er} notamment, après la consultation de M. N. Jorga (1), a été en grande partie préparée par les banques populaires, les associations d'affermage, les exploitations agricoles, les associations de ventes en commun des produits agricoles.

Nous voyons donc que les effets de ces banques populaires rurales ont été salutaires pour l'amélioration de la situation économique, morale et intellectuelle des paysans.

(1) M. N. Jorga fut chargé par le roi Ferdinand I^{er} à rédiger le manifeste relativement à l'expropriation et la mise en possession des paysans combattants sur le front, manifeste publié dans les journaux *Neamul Roumânesc* et *România*, et envoyé sur le front, pendant la défection de l'armée russe qui était sur le front roumain.

Il fut cependant un temps où la coopération de crédit populaire rural de Roumanie a été fortement critiquée en disant que :

- 1° L'activité des banques populaires rurales est faible ;
- 2° Qu'elles conduisent à une dégénérescence capitaliste et que, par conséquent, elles sont un danger ;
- 3° Qu'elles n'apportent pas aux paysans les avantages espérés.

Ces critiques sont subjectives et sans fondement.

Ainsi, à la première critique dirigée contre ces institutions, nous répondrons qu'au commencement elles ont eu forcément certains défauts soit d'organisation soit de fonctionnement, mais que peu à peu ils ont été corrigés.

Il ne faut pas perdre de vue qu'au moment de leur introduction la population rurale n'avait pas l'éducation formée pour accepter largement leur fondation. Ce ne fut qu'après leur succès que la population rurale s'est décidée avec ensemble à leur demander le crédit dont elle avait besoin.

En ce qui concerne la seconde critique, elle est aussi sans fondement et inacceptable, car le but de ces banques populaires rurales n'est pas d'obtenir des profits pour les partager entre leurs associés ; par conséquent elles n'ont pas le caractère spéculatif des sociétés capitalistes ; d'ailleurs l'Etat lui-même prend toutes mesures pour les empêcher de se transformer d'institutions de crédit et d'économie en institutions capitalistes.

Quant à la troisième critique elle est également injuste comme on peut en juger après l'examen de détail que nous avons poursuivi jusqu'ici.

Ceux qui ont dirigé ces attaques contre les banques populaires rurales étaient sans doute directement intéressés à voir échouer le mouvement et le développement

de ces institutions de relèvement économique de la population rurale.

Ainsi les critiques, n'étant pas fondées, ne peuvent être retenues. Il est certain qu'au début les obstacles et les défauts ont été très nombreux ; mais grâce au large dévouement des instituteurs et prêtres des villages et grâce aussi au concours de l'Etat, ils ont été écartés et les banques populaires rurales ont obtenu les résultats satisfaisants que nous avons relatés en analysant le mouvement de ces institutions d'après le bilan des banques populaires de l'année 1919. Ce qu'il faut faire maintenant et dans l'avenir c'est travailler au recrutement d'un bon personnel pour élargir les résultats déjà obtenus qui sont d'ailleurs fort satisfaisants et achever l'éducation économique et sociale de la classe paysanne en repoussant tout intérêt politique égoïste.

Il faut poursuivre avec la même énergie et la même persévérance le développement du crédit rural pour intensifier la production agricole, l'exploitation des richesses rurales si ébranlées pendant la grande guerre et pour réaliser le rapprochement par la fraternité et par la solidarité des classes sociales en vue de la consolidation de l'économie nationale de la Roumanie.

La réorganisation des banques populaires

Après avoir vu la progression de ces institutions de relèvement de l'économie et de l'éducation de la population rurale, il faut se demander si l'organisation actuelle suffira dans l'avenir aux besoins de crédit du pays.

On doit reconnaître que jusqu'à présent l'organisation a été satisfaisante, mais elle doit être renouvelée pour pouvoir répondre véritablement dans l'avenir aux néces-

sités qui seront créées par le crédit rural qui devient journellement plus accentué et plus utile.

Suivant les renseignements recueillis à la direction centrale même des banques populaires, il nous a été affirmé que le Conseil d'administration de la Caisse Centrale, sous les directives de MM. *J.-G. Duca*, *Vintila J.-C. Bratiano*, *J. Raducano* et du directeur de cette institution, *Titu Axentie*, prépare un projet de réorganisation des banques populaires de l'ancien royaume et des banques populaires des nouvelles provinces rattachées à la Roumanie après la guerre de 1916-1918.

Les banques populaires de l'ancien royaume fonctionnent maintenant suivant le plan établi en 1904 par MM. *Vintila J.-C. Bratiano* et *S. Nenitescu*, ayant pour but principal de faciliter le crédit à la population rurale, d'encourager son esprit d'économie, de mettre en valeur la richesse naturelle et d'arracher à l'usure et à l'ivrognerie la population des villages. Par suite du changement de la situation provoquée par la réforme agraire, qui est en train d'être réalisée, une réorganisation des banques populaires de Roumanie s'impose, celles-ci étant, après la Banque Nationale, les institutions les plus solides.

Il serait désirable que le Conseil d'administration de la Caisse Centrale, en préparant le projet de réorganisation, se basât sur le principe de solidarité complète et sur celui de la décentralisation des banques populaires dans l'élaboration de cette nouvelle réforme nécessaire au développement du progrès du crédit et de l'économie rurale.

Puis, nous croyons qu'il vaudra mieux élargir le cercle de leurs opérations, contrairement à l'opinion de M. *Vintila J.-C. Bratiano* exprimée au congrès de *Focsani* en 1904, à condition seulement qu'elles aient un per-

sonnel bien préparé pour les affaires de banque et que les profits nets réalisés ne soient pas partagés entre les associés. Ces profits devront être affectés à des buts productifs, de bienfaisance et d'hygiène de la commune, en attribuant toutefois au personnel dirigeant pour le stimuler 1 % à 2 % de bénéfice réalisé. Ainsi, nous espérons que la crainte émise qu'elles ne se transforment en des institutions capitalistes sera écartée. D'ailleurs, les banques populaires comme la banque « *Gilotru* », de la commune *Covaci*, district de *Gorju*, et d'autres banques qui ont fait des opérations variées telles que des exploitations des forêts, des achats de terre, etc., nous prouvent de façon certaine qu'elles peuvent se maintenir sur le même terrain que les autres banques populaires qui ne font que des opérations de crédit et d'économie et ne deviennent pas pour cela des institutions capitalistes.

Sans s'exposer à risquer leurs capitaux, elles augmenteront au contraire en facilitant en même temps le développement de la richesse rurale, contribuant aussi à la réalisation et à la multiplication des œuvres de bienfaisance, trop négligées par l'Etat. Mais la réorganisation, pour produire les effets désirés, doit s'appuyer sur la solidarité ainsi que sur la décentralisation et la responsabilité illimitée.

La décentralisation donnera la possibilité de satisfaire le plus vite possible le crédit. Elle provoquera l'émulation entre les banques populaires qui rivaliseront entre elles pour obtenir des résultats plus satisfaisants les unes que les autres.

La solidarité et la responsabilité illimitée doivent être introduites aussi pour activer les opérations des banques populaires rurales et pour réaliser l'éducation économique et morale de la classe paysanne. Si ces conditions

sont remplies, les banques populaires pourront progresser, étendre leur sphère d'activité et dépasser le cercle de la commune qu'elles ne franchissent aujourd'hui qu'exceptionnellement. A l'heure actuelle, plus que jamais, s'impose la responsabilité illimitée et solidaire, car c'est par l'union des forces et par une complète responsabilité qu'on peut triompher dans le développement et le mouvement de la coopération de crédit et d'économie rurale.

De la sorte, on pourrait organiser l'économie rurale, la production, la consommation, la vente de produits et l'exploitation de richesses naturelles, car ce sont les facteurs qui créent et activent les opérations des banques populaires rurales.

D'autre part, la responsabilité illimitée ne présente pas d'aussi grands risques qu'on le croit parce que les opérations de ces banques s'effectuent dans une sphère limitée où le contrôle est facile à faire. En outre, elle ne signifie pas que les membres risqueront de perdre leurs fortunes, car jamais la banque ne subira des pertes si le contrôle s'exerce rigoureusement.

Si, par hasard, il y a des pertes, elles ne pourront jamais être assez grandes pour entraîner la ruine des associés.

En Roumanie, jusqu'à présent, il n'y a que 42 banques populaires rurales à responsabilité solidaire et illimitée sur 3.194 ; les autres sont à responsabilité solidaire et limitée.

La pratique et l'expérience nous ont prouvé qu'aucune de ces 42 banques n'a mis en danger les fortunes des associés ; leurs effets sont aussi salutaires, nous pourrions même dire aussi merveilleux que ceux des autres, à la seule différence que leur force financière est plus faible que celle des banques populaires à responsabilité

solidaire et limitée qui, en travaillant avec la *Caisse Centrale*, sont appuyées par celle-ci.

Si la responsabilité solidaire et illimitée s'impose aux banques populaires rurales, il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit des fédérales.

Celles-ci peuvent avoir une responsabilité limitée, motivée par leur situation et par leur capital qui constitue une garantie assez suffisante.

Enfin, dans la réorganisation des banques populaires, on doit faire la sélection des associés, des membres du Conseil d'administration et spécialement du président de la banque, en tenant compte de leur garantie morale, intellectuelle et matérielle et de la préparation spéciale du celui dernier comme du caissier et du comptable, pour les affaires de ces banques.

Ainsi, on pourrait arriver à faire progresser la coopération de crédit rurale dans de plus grandes proportions que jusqu'à présent, pour le bien de la population rurale et du pays entier.

Quelques renseignements sur la coopération de crédit dans les provinces rattachées à la Roumanie après la guerre de 1916-1918.

Avant de passer à la conclusion, nous donnerons quelques éclaircissements en ce qui concerne la coopération de crédit populaire rural en : Transylvanie, Banat, Bukovina et Bessarabie.

1° *En Transylvanie* (1), le crédit populaire s'est déve-

(1) Province rattachée à la Roumanie, après la guerre 1916-1918, conformément au traité de Versailles et de Trianon.

Transylvanie. Superficie 57.804 km. carrés, population 2.678.367 hab.				
Crisiana	—	20.825	—	—
Máramures..	—	16.213	—	—
		94.842		4.762.114 —

loppé sous le régime de la loi de 1873 et c'est seulement pendant ces dernières années que l'organisation de la coopération de ce crédit a pris de l'importance.

Dans la région d'Huneidoarei, quelques tentatives de la coopération de crédit suivant le type de Raiffeisen se sont manifestées, mais timidement, et on peut dire que les banques populaires étaient à peine à leur début en 1910, bien qu'elles aient pris naissance en vertu de la loi de 1898. A l'heure actuelle, d'après les renseignements obtenus, leur nombre en Transylvanie et en Banat (1) dépasse 2.000. Elles ont un capital social de plus de 150 millions lei et comme réserve plus de 60 millions lei. Ces données prouvent incontestablement qu'il y a un vrai mouvement de crédit populaire dans ces deux provinces, qui doit être appuyé et réorganisé d'après le même système que les banques populaires de l'ancien royaume, qui soit unique pour tout le pays.

2° En Bukovina (2). le mouvement coopératif est basé sur le système de Raiffeisen.

En 1910, il y avait 139 associations de crédit populaire suivant le système de *Raiffeisen* et 4 associations de crédit d'après le type de *Schulze-Delitsch*. Les banques populaires de Bukovina sont organisées séparément par les *Ruthènes* et par les *Autrichiens*. Les *Ruthènes* ont 25 banques populaires qui, à côté de leur but économique, ont aussi un but patriotique. Aussitôt après l'union de la *Bukovina* à l'ancien royaume de Roumanie, elles ont donné leur adhésion à la *Caisse Centrale*.

(1) Province partagée entre la Roumanie et Jugo-Slavie attribué à la Roumanie 18.507 km. carrés ; à la Jugo-Slavie, 10.016 km. carrés ; la population entière du Banat : 1.582.133 habitants.

(2) Province arrachée par l'Autriche pendant le règne de Grigore Ghica en 1777, rattachée à la Roumanie après la guerre de 1916-1918 ; superficie : 10.442 km. carrés ; population : 300.000 habitants.

Jusqu'à présent il n'existe pas un annuaire de ces banques, pour voir exactement leur situation, comme d'ailleurs en Transylvanie ou en Bessarabie.

3° *En Bessarabie* (1), le mouvement coopératif du crédit populaire a commencé vers l'année 1880.

Dans un intervalle de 10 années, on a assisté à la création de 16 banques populaires dirigées par les prêtres des villages, avec un capital social total de 193.214 roubles et comme associés 4.908 membres.

Jusqu'en 1904, le mouvement de ces institutions était entravé ; c'est alors qu'une loi est intervenue pour lui donner toutes possibilités de développement. En 1907, à la suite d'une loi libérale, le progrès des banques de cette province devient réel. Ainsi, en 1919, il y avait en Bessarabie 385 banques populaires, avec un capital social de 32.235.738 lei ; 3 caisses pour le petit crédit, avec un capital total de 18.219.113 lei et 10 fédérales de crédit, avec un capital total de 37.700.977 lei. Il y avait aussi 5 fédérales régionales de consommation, au capital total de 6.327.819 lei et 518 sociétés coopératives au capital de 3.664.817 lei.

Toutes ces banques ou sociétés coopératives et fédérales sont en plein progrès et sont organisées d'après le type des banques populaires de Raiffeisen.

Par suite de l'union politique à la Roumanie de ces provinces s'imposent l'unification administrative, judiciaire et scolaire ainsi que l'unification économique nécessaire au progrès général de l'économie nationale de Roumanie agrandie après la guerre de 1916-1918.

(1) Province arrachée par la Russie en 1812, rattachée et attribuée à la Roumanie aussi après la guerre de 1916-1918 par la Commission des ambassadeurs ; superficie : 137.903 km. carrés ; population : 3.000.000 habitants.

CONCLUSION

Les banques populaires de Roumanie sont donc des organismes démocratiques précieux par l'intermédiaire desquels on doit effectuer la décentralisation de l'épargne et de l'économie rurale en faisant en même temps l'éducation économique, intellectuelle et morale de la classe paysanne.

Elles sont des véritables écoles de prévoyance, de progrès économique, et un puissant moyen d'union et de paix.

En Roumanie, la tendance à démocratiser le crédit se manifeste de plus en plus profondément.

Si par une nouvelle réorganisation de banques populaires du royaume d'aujourd'hui on arrive à démocratiser plus largement le crédit populaire rural, nous verrons s'effectuer le rapprochement des classes supérieures et de la démocratie laborieuse. C'est une tâche difficile à remplir qui revient en premier lieu au Conseil d'administration de la Caisse Centrale, dont font partie les éminents économistes roumains : *Vintila J.-C. Bratiano, J.-G. Duca, J. Raducano*, etc., et, en second lieu, aux directeurs de ces institutions, *instituteurs et prêtres des villages*, qui ont été les véritables apôtres du mouvement et du développement du crédit et de l'économie rurale.

La coopération de crédit rural en Roumanie est une institution d'hygiène sociale et économique, une œuvre utile et patriotique qui s'impose surtout lorsque l'organisation économique est à ses débuts.

C'est seulement par elle qu'on arrive à la prospérité

de l'économie rurale, à l'indépendance et au progrès de l'économie nationale.

On arrive à cette conclusion que par une réorganisation saine de la coopération de crédit rural on pourra mettre en valeur la richesse considérable et variée du pays, en facilitant et stimulant aussi le développement et le mouvement prochains des sociétés de production, de consommation, d'exploitation et de vente en commun de produits agricoles.

Mais pour arriver à de tels résultats, il faut éviter toute immixtion des tendances politiques au sein de ces institutions qui, dans l'avenir comme par le passé, doivent continuer à rester uniquement des sociétés coopératives de crédit populaire ayant pour but d'accroître l'économie rurale et nationale.

Sinon, par l'intrusion des intérêts de partis, on arriverait à un affaiblissement de l'esprit de solidarité, à des inégalités politiques et ces institutions, au lieu de garder leur caractère strictement économique, prendraient le caractère et l'aspect de clubs politiques.

Les banques populaires de Roumanie doivent poursuivre leur œuvre patriotique de consolidation économique et de réconciliation nationale.

APPENDICE

La loi sur les banques populaires et la caisse centrale

(Promulguée le 28 mars 1903 et publiée dans le *Moniteur Officiel*,
N° 288, le 29 mars 1903.)

ARTICLE PREMIER. — Les sociétés coopératives de crédit rural appelées « banques populaires rurales » sont soumises à toutes les dispositions du titre VIII, section VII du Code de commerce roumain, tant qu'elles ne seront pas modifiées par la présente loi.

ART. 2. — Toutes les banques populaires rurales constituées conformément aux dispositions de la présente loi sont considérées comme des sociétés commerciales.

ART. 3. — Les banques populaires rurales qui seront constituées dans les conditions de la présente loi, auront la personnalité juridique.

Les donations faites aux banques populaires ne pourront jamais être partagées sans l'avis exprès du donateur.

Les statuts doivent préciser, pour le cas de dissolution de la société, leur destination dans un but d'utilité publique.

En cas d'omission, ces donations seront versées au fonds de réserve des banques populaires, constitué auprès de la Caisse Centrale, conformément à l'article 23 de la loi.

ART. 4. — Les banques populaires rurales se constituent par un acte écrit authentiqué par la justice de paix dans la circonscription de laquelle siège la société, sans payer aucune taxe d'enregistrement ou de timbre.

La justice de paix authentique l'acte constitutif présenté au moins par deux des membres fondateurs, si les signatures des autres membres ou les déclarations d'adhésions de ceux qui ne savent ni lire ni écrire sont authentiquées par la mairie locale.

La justice de paix authentiquera les statuts et l'acte

constitutif s'ils sont visés préalablement par la Caisse Centrale, comme étant conformes à la loi des banques populaires.

ART. 5. — En même temps que la demande de légalisation de l'acte constitutif des banques populaires, on déposera à la justice de paix un extrait de cet acte constitutif.

Le juge est obligé, dans trois jours de la réception de l'acte constitutif, de l'inscrire sur un registre spécialement destiné à la transcription des actes constitutifs des banques populaires rurales.

Dans le même délai, le juge est obligé de préparer lui-même trois extraits de l'acte constitutif contenant les indications prévues à l'article 89 du Code de commerce (1), qui seront, l'un affiché à la porte de la justice de paix, le deuxième affiché à la porte de la mairie et le troisième envoyé au *Moniteur Officiel*, qui devra le publier immédiatement sous le contrôle du juge. L'affichage à la porte de la mairie et de la justice de paix sera constaté par un procès-verbal dressé par le juge et le maire, qui sera déposé au greffe de la justice de paix. Le juge, après l'accomplissement de cette formalité, dressera un procès-verbal attestant la transcription de l'acte constitutif, l'affichage des extraits et la publication dans le *Moniteur Officiel*, il décidera si la société peut fonctionner en délivrant aux administrateurs un certificat dans ce sens. Il enverra ensuite un extrait au tribunal du district qui sera obligé d'office et sans frais, de l'inscrire sur le registre des sociétés.

Toutes les formalités et la publication dans le *Moniteur Officiel* seront faites gratuitement.

(1) Art. 89 du Code de commerce roumain : « Le contrat de société doit être fait par acte écrit. Les sociétés en commandite par actions et les sociétés anonymes doivent être constituées par acte authentique ».

Les banques populaires ne pourront modifier leurs statuts qu'à la suite de l'approbation de la Caisse Centrale et à la suite d'une décision de l'assemblée générale prise à la majorité des voix, majorité qui sera calculée d'après le nombre total des associés de la banque.

La décision de l'assemblée générale sera signifiée au juge de paix qui remplira les mêmes formalités que pour la constitution de la société.

Le juge qui négligera l'exécution d'une de ces formalités ou qui tardera de les remplir plus de 20 jours à partir de la déposition de l'acte constitutif se verra appliquer des mesures disciplinaires ainsi que condamner à des dommages-intérêts à payer aux intéressés.

ART. 6. — Toutes les banques populaires rurales, dans un délai d'un mois après leur constitution, sont obligées de communiquer à la Caisse Centrale un extrait authentique de l'acte constitutif et un exemplaire de statuts.

ART. 7. — Ces statuts devront contenir :

a) Le nom de la société et le lieu où elle se constitue ;
b) La manière dont est constitué le capital social, le montant des parts sociales des membres, les modalités de paiement et de restitution en cas de retraite ou d'exclusion de la société ;

d) L'énumération des opérations qui peuvent être faites par la société ;

d) La manière dont seront conservés les capitaux ;

e) Les conditions d'entrée dans la société et celles de la retraite des associés ainsi que les cas d'exclusion ;

f) Les limites de la responsabilité des membres pour les actes de la société ;

g) Les conditions dans lesquelles le crédit sera accordé aux associés et aux non-associés ;

h) La manière dont sera formé et employé le fonds de réserve, sa destination en cas de dissolution de la société ;

i) Les modes d'administration de la société, les règles pour l'élection des administrateurs, les prérogatives et les obligations de ceux-ci ;

j) Le mode de liquidation éventuelle de la société ;

l) Les sommes déposées dans des banques dans le but de servir aux dépenses funèbres seront restituées aux héritiers à la mort du déposant jusqu'à 300 lei ; s'il n'y a pas d'héritiers, ces dépenses seront faites par la banque populaire en les justifiant.

ART. 8. — Les administrateurs, les directeurs ou les liquidateurs des banques populaires ne peuvent être que des Roumains majeurs jouissant de leurs droits civils et politiques.

ART. 9. — Les banques populaires rurales ne payeront aucune patente si elles sont basées sur les principes suivants :

a) La responsabilité illimitée et solidaire des associés ;

b) Le caractère non partageable du fonds de réserve, sa constitution par un minimum de 50 % de bénéfices nets annuels et sa destination, en cas de liquidation dans le but d'utilité publique communale ;

c) La gratuité de l'administration excepté pour le caissier et le comptable ;

d) Ne payeront également aucune patente les banques populaires qui prescrivent dans leurs statuts qu'elles ne percevront aucun intérêt supérieur à 10 % pour les prêts consentis aux associés et à 12 % pour ceux consentis aux non-associés. D'autres banques populaires rurales, celles dont le capital social ne dépasse pas 20.000 lei, seront également exemptées du paiement de la patente.

Les banques populaires dont le capital social dépasse 20.000 lei, payeront la moitié de la patente qui devrait être payée en conformité de la loi.

Les demandes en justices introduites par les banques populaires rurales, tous les actes de procédure et toutes

les opérations pour la réalisation des emprunts jusqu'à la valeur de 300 lei inclusivement, seront dispensés de la taxe de timbre.

L'authenticité des lettres de change et des contrats d'emprunts jusqu'à la valeur de 1.000 lei sera faite à la mairie locale, conformément à l'article 35 de la loi de Crédit agricole.

Les registres de la société seront paraphés et authentiqués par le juge de paix et seront dispensés de la taxe de timbre.

ART. 11. — Les emprunts contractés auprès des banques populaires rurales sont de nature commerciale.

Les créances qui résultent de ces emprunts sont négociables et pourront être transmises par endossement.

ART. 12. — Les traites émises à l'ordre des banques populaires ou escomptées par celles-ci pourront être protestées en cas de non-paiement jusqu'à la somme de 1.000 lei, à la mairie où siège la banque.

La mairie aura compétence pour instrumenter sans application des restrictions prévues dans l'article 329 du Code de commerce relativement aux actes dans lesquels sont intéressés les parents ou les alliés.

Pour les sommes plus grandes le protêt sera fait à la justice de paix.

ART. 13. — Les poursuites intentées par les banques populaires seront jugées par le juge de paix jusqu'à la valeur de 300 lei en première et dernière instance et jusqu'à 1.000 lei, avec droit d'appel.

Le délai d'appel est de 10 jours et commence après la prononciation de la sentence lorsque le jugement a lieu en présence des accusés et après sa signification si le jugement est prononcé par défaut.

Le tribunal sera obligé de se prononcer dans un délai de 20 jours au plus à partir de la communication de l'appel.

Dans tous les cas les décisions définitives seront exécutées conformément à la loi de saisie sur les revenus de l'Etat si elles concernent des créances contractées envers les banques populaires et d'après le droit commun pour toutes les autres créances.

La formule exécutoire de ces décisions ou des actes authentiques sera donnée sur simple intervention de la banque ou de la société coopérative aux instances judiciaires compétentes.

ART. 14. — Pour les emprunts à gage contractés envers les banques populaires rurales, toutes les dispositions de la loi du Crédit Agricole s'appliquent. Les débiteurs des banques populaires qui ont engagé du bétail, des produits et des instruments agricoles, peuvent échanger ces gages contre des objets de la même valeur et le maire peut délivrer des billets de vente avec le consentement de la banque créditrice.

Dans les cas où le débiteur ne remplacera pas les objets engagés il perd le bénéfice du terme de sa créance ; celle-ci devient exigible et il sera poursuivi immédiatement sur sa fortune présente et future. Dans les villes, l'opération d'immatriculation des gages et la délivrance des billets de vente de bétail seront faites par la police de la ville. Les maires et les chefs de police qui délivreront les billets de vente pour le bétail engagé aux banques populaires sans le consentement de celles-ci, pourront encourir de 3 mois à 2 ans de prison.

ART. 15. — Lorsque les banques populaires font des avances aux habitants des villages pour l'achat de bétail, de semences et d'instruments agricoles, ces divers objets seront considérés comme engagés à partir du jour de leur achat en leur appliquant les dispositions prévues dans l'article 17, al. II et l'article 25 de la loi du Crédit Agricole du 2 juin 1892.

ART. 16. — Toutes les banques populaires rurales sans

distinction, ayant un compte ou non à la Caisse Centrale, seront soumises au contrôle de celle ci pour toutes leurs opérations. Pour l'exercice du contrôle, la Caisse Centrale peut aussi donner délégation aux agents du Ministère d'Instruction publique.

ART. 17. — Si des désordres ou des abus sont découverts dans l'administration d'une banque populaire, d'une association d'affermage ou d'achat, ou des sociétés coopératives de production et de consommation, la Caisse Centrale pourra révoquer immédiatement les administrateurs fautifs, en prenant toutes mesures pour assurer la fortune de la société jusqu'à ce que de nouveaux administrateurs soient désignés en conformité avec les statuts de la banque ou de l'association coopérative.

Dans ce cas, les administrateurs écartés ne pourront plus être nommés que lorsque deux années au moins se seront écoulées après leur disgrâce.

Les autorités administratives et judiciaires prendront, à la suite de la demande des agents de contrôle de la Caisse Centrale, toutes mesures pour exécuter les décisions prises par ceux-ci.

Les administrateurs, les censeurs, les fonctionnaires et les préposés des banques populaires, des associations d'affermage ou d'achat et de toute société coopérative de production ou de consommation qui s'approprieront des sommes qui leur ont été confiées, seront punis comme dilapidateurs de fonds publics, conformément à l'article 140 du Code pénal et à l'article 123 du même Code. Ceux qui sont convaincus d'infidélité, sous n'importe quelle forme, seront passibles d'un à trois mois d'emprisonnement. La restitution des sommes dilapidées n'arrête pas l'action publique ni ses effets.

Tout administrateur, censeur, directeur, fonctionnaire ou préposé de la banque populaire, de l'association ou coopérative, qui refusera de livrer, après sa disgrâce, la

fortune de la société aux nouveaux administrateurs, à la suite de la décision des agents de la Caisse Centrale, pourra être emprisonné jusqu'à 6 mois ; ce refus sera constaté par le procès-verbal dressé par l'un des organes de la Caisse Centrale

Le tribunal qui instruira et jugera tous les délits prévus dans la loi présente, sera la justice de paix, qui remplira aussi les attributions du juge d'instruction.

La décision sera prononcée au plus tard un mois après la date à laquelle a été reçue la dénonciation. Cette décision sera prise sans que le condamné ait le droit de faire opposition, mais il pourra en appeler devant le tribunal dans un délai de 10 jours.

Le tribunal se prononcera obligatoirement dans un délai de 20 jours.

Ceux qui sont punis pour les faits prévus par des sentences judiciaires définitives ne peuvent plus faire partie d'une société coopérative de la nature de celles prévues par cette loi.

ART. 18. — Toutes les banques populaires sont obligées de faire leur bilan annuel et de le communiquer à la Caisse Centrale deux mois au plus tard après la fin de l'année.

ART. 19. — En cas de liquidation d'une banque populaire, la justice de paix a tous les droits et attributions qui appartiennent en ce cas aux tribunaux.

CHAPITRE II

La caisse centrale

ART. 20. — Pour faciliter et assurer la surveillance de l'administration des banques populaires, des associations d'affermage, des sociétés coopératives de production et de consommation et de toute autre institution

de crédit rural, la Caisse Centrale des banques populaires et des coopératives rurales s'est séparée, à partir du 1^{er} avril 1906, du Crédit Agricole et s'est constituée en direction générale, fonctionnant comme personne morale.

ART. 21. — La Caisse Centrale des banques populaires et des coopératives rurales est autorisée à faire les opérations suivantes :

a) Escompter les effets de commerce des banques populaires et des fédérales ;

b) Consentir des emprunts d'une part aux banques populaires, aux fédérales et aux sociétés coopératives de production et de consommation, lorsque ces opérations peuvent être faites par les banques populaires locales et d'autre part aux associations d'affermage légalement constituées dans les conditions prévues par leur loi d'organisation ;

c) Ouvrir des comptes courants aux banques populaires, aux fédérales, aux associations ou sociétés coopératives de production et de consommation et recevoir de celles-ci des dépôts pour l'épargne.

Dans le cas où une banque populaire, association ou société coopérative, place une somme au compte de la Caisse Centrale, elle touchera un intérêt de 5 % à partir du jour où la somme a été déposée.

d) Escompter à la Banque Nationale le portefeuille des banques populaires et des fédérales ou les effets de commerce émis par les associations, banques et fédérales et garantis par leur portefeuille en dehors du compte courant prévu par l'article 22 de cette loi ;

e) Organiser, par l'intermédiaire des banques populaires, des associés ou des sociétés coopératives, la vente en commun des produits ruraux, ainsi que l'approvisionnement en tous les objets qui leur sont nécessaires.

Dans ce but et pour ces opérations, la Caisse Centrale

pourra contracter valablement et obligatoirement, au nom de ces banques, associations ou sociétés coopératives, qui lui donneront procuration par une décision de leur Conseil d'administration ;

f) Organiser l'assurance mutuelle des récoltes des associations paysannes, ou contre l'incendie, la grêle et contre la mortalité du bétail.

ART. 22. — Pour ces opérations, la Caisse Centrale des banques populaires et des coopératives rurales se servira des fonds suivants : 20 millions lei qui représentent le capital du Crédit Agricole supprimé, capital qui approvisionnera la Caisse Centrale jusqu'au moment où le Ministre des Finances ouvrira un compte courant à la Banque Nationale ou à une autre banque.

ART. 23. — A la fin de chaque année, la Caisse Centrale fera un bilan de ses opérations commerciales, qui sera soumis à l'approbation du Ministre des Finances.

Les dépenses d'administration étant défalquées, le bénéfice net de la Caisse Centrale sera partagé de la manière suivante : 50 % en dividendes qui augmenteront le capital de la Caisse Centrale ; 20 % qui serviront à la création d'un fonds de réserve de la Caisse Centrale pour couvrir les pertes qui se produiront. Avec ce fonds, on pourra aider les banques populaires, les associations ou les sociétés coopératives dans les cas où elles subiront des pertes exceptionnelles ; 10 % seront partagés entre les banques populaires, associations ou sociétés coopératives proportionnellement aux opérations faites avec la Caisse Centrale ; 20 % seront utilisés conformément à la décision du Conseil d'administration de la Caisse Centrale, approuvée par le Ministère des Finances pour décerner des prix et pour faire des améliorations économiques ou agricoles dans les villages. Les frais d'administration pour les opérations commerciales de la Caisse

Centrale seront réglés par son directeur, mais avec l'approbation du Conseil d'administration de celle-ci.

ART. 24. — Comme organe supérieur d'administration et de surveillance s'organise auprès de la direction de la Caisse Centrale un Conseil d'administration composé de 11 membres, nommés pour une durée de 7 années.

Cette durée s'applique aussi aux membres qui se trouvent en fonctions à la promulgation de la présente loi : 8 membres sont nommés par le Ministère des Finances ; 2 par le Ministère des Cultes et de l'Instruction publique et 1 par le Crédit Foncier rural de Bucarest.

Dans le cas où l'une de ces institutions refuserait de nommer son représentant, le Ministère des Finances complètera lui-même les sièges vacants.

Le Conseil élit parmi ses membres un président ; en son absence, les assemblées du Conseil sont présidées par le plus âgé des membres.

ART. 25. — Le Conseil d'administration se réunit au moins deux fois par mois. Il travaille avec la majorité des membres en fonction.

ART. 26. — Les principales attributions du Conseil de l'administration sont :

a) Donner des avis pour toutes les affaires pour lesquelles il sera consulté par le directeur général ou, en son absence, par le sous-directeur ;

b) Délibérer et décider pour tout en ce qui concerne les relations entre les banques populaires et la Caisse Centrale ;

c) Préparer les règlements relatifs aux relations entre les banques populaires et préparer un type de statuts pour ces banques ;

d) Prescrire les règles à suivre par les banques populaires pour être admises à travailler avec la Caisse Centrale ;

e) Examiner les statuts de ces banques et demander les modifications nécessaires pour établir les relations avec la Caisse Centrale ;

Le taux de l'intérêt et l'escompte sont fixés par le Ministère des Finances, à la suite du rapport de la Caisse Centrale ;

f) Se prononcer sur l'admission de chaque banque populaire à travailler avec la Caisse Centrale en lui fixant le crédit et l'intérêt pour l'escompte et pour les emprunts ;

g) Prescrire toutes mesures de surveillance et de contrôle jugées par lui nécessaires pour protéger les banques populaires contre les désordres et les dangers ;

h) Prendre enfin toutes dispositions qu'il jugera nécessaires, soit pour faire de la propagande à la création des banques populaires en organisant des conférences dont seront chargées des personnes compétentes, soit pour donner à ces banques des directives pour l'amélioration de l'éducation et de l'administration rurale ; dans ce but seront organisés des congrès de banques populaires ;

i) Choisir, à la suite d'une enquête préalable, les banques populaires auxquelles on peut transmettre les créances du Crédit Agricole ;

j) Le Crédit Agricole n'aura plus le droit de faire des opérations dans les communes où ces banques fonctionnent ;

l) Il pourra décider d'office la liquidation des banques qui, malgré un avertissement, n'auront pas amélioré l'administration ou ne donneront pas des preuves de progrès.

ART. 27. — Le Ministre des Finances peut toujours opposer son *veto* à toute décision du Conseil.

ART. 28. — Les membres du Conseil d'administration reçoivent 30 lei par séance ou par jour d'inspection.

ART. 29. — Le directeur général de la Caisse Centrale des banques populaires est obligé de soumettre à la délibération du Conseil d'administration toutes les questions qui rentrent dans les prescriptions de l'article 26 ; il est obligé d'exécuter les décisions qui sont prises.

ART. 30. — Chaque banque populaire devra être inspectée au moins deux fois par an, dans tous les détails de sa gestion et le rapport de l'inspection soumis au Conseil d'administration ; le bilan annuel sera ratifié au siège de chaque banque suivant les dispositions qui seront prises par le Conseil d'administration.

CHAPITRE III

ART. 31. — Le Conseil d'administration de la Caisse Centrale des banques populaires, en examinant les statuts et l'acte constitutif des banques populaires rurales, décidera si elles peuvent travailler avec la Caisse Centrale ; il pourra envisager les modifications à introduire dans les statuts. Ne seront admises à travailler avec la Caisse Centrale que les banques populaires qui rempliront les conditions suivantes :

a) La banque populaire n'admettra comme membres que des habitants de la commune où est le siège de la banque ou tout au plus d'une commune voisine ; elle pourra toutefois admettre les habitants d'autres communes, mais à la suite d'une autorisation de la Caisse Centrale ;

b) Il ne sera pas admis comme membres des habitants qui seraient également membres d'une autre banque populaire ;

c) Quand une banque populaire rurale aura la forme d'une société par actions, les actions, conformément à l'article 226 du Code de commerce, seront toujours

nominatives et ne pourront être possédées que par des personnes qui remplissent les conditions nécessaires pour devenir membres ; de plus elles ne pourront être cédées qu'en vertu du consentement du Conseil d'administration ou de l'assemblée générale ;

d) Le taux de l'intérêt des prêts consentis par les banques populaires ne pourra dépasser les limites fixées par le Conseil d'administration de la Caisse Centrale ;

e) Les prêts accordés par ces banques pourront être remboursés avant l'échéance selon le bon plaisir de l'emprunteur et, dans ces cas, les intérêts payés par anticipation lui seront restitués ;

f) Les banques populaires rurales ne pourront consentir des prêts qu'aux habitants de la commune où elles siègent et où l'on peut recruter leurs membres ;

g) Pour les banques populaires dont le capital ne dépasse pas 10.000 lei, les fonctions de l'administration seront gratuites, sauf celles de caissier et de comptable ;

h) Les administrateurs des banques populaires seront solidairement responsables des pertes subies si ces pertes résultent de mauvaise foi ou de négligence ;

i) Chaque banque populaire constituera un fonds de réserve en retenant au moins 10 % sur les bénéfices, pour couvrir les pertes matérielles.

Le Conseil d'administration de la Caisse Centrale imposera la condition que ce capital soit déposé à la Caisse Centrale en vue de le fructifier.

ART. 32. — Le Conseil d'administration de la Caisse Centrale pourra imposer aux banques populaires rurales qui voudraient travailler avec la Caisse Centrale d'autres conditions, d'après l'expérience acquise et les circonstances en ce qui concerne les termes des prêts consentis, les mesures de garantie, le montant de l'emprunt, le caractère des opérations, les avantages qui doivent être accordés aux membres par rapport aux non-associés.

ART. 33. — Les banques populaires rurales admises à travailler avec la Caisse Centrale ne peuvent introduire aucun changement dans les statuts de la société sans une autorisation préalable du Conseil d'administration de la Caisse Centrale, ou avant l'acquittement total de leurs dettes vis-à-vis de la Caisse Centrale.

ART. 34. — Il peut s'organiser des banques populaires rurales dont le capital sera constitué d'apports ou de dons ; mais ces banques populaires ne peuvent être fondées que sur la base de la responsabilité solidaire et illimitée de ses membres pour toutes les opérations.

Le Conseil d'administration de la Caisse Centrale peut avancer à ces banques le capital nécessaire pour commencer leurs opérations, à condition que la société soit formée au moins de 20 agriculteurs de la même commune possédant une fortune mobilière ou immobilière suffisante pour garantir le capital avancé.

En autorisant l'avance, le Conseil fixera aussi les conditions de restitution ; il pourra imposer que tous les bénéfices nets ne soient pas partagés entre les associés, mais qu'ils constituent un fonds de réserve ; il pourra ainsi imposer la constitution du capital social par des cotisations des associés sur base de au moins 1 leu par mois.

ART. 35. — Les banques populaires constituées grâce au crédit à elles accordé conformément à l'article précédent pourront être obligées par la Caisse Centrale à ne contracter aucun emprunt ailleurs qu'à la Caisse Centrale et à transmettre sans retard à la plus proche succursale du Crédit Agricole tous les dépôts qui proviennent de fonds placés par les non-associés.

ART. 36. — Les banques populaires dont traite le chapitre III de cette loi pourront poursuivre la fortune de leurs débiteurs, suivant les mêmes procédures d'exécution que l'Etat pour les emprunts faits conformément

à la loi du 2 juin 1892. Pour tous les emprunts quels qu'ils soient, ces banques seront obligées de se conformer à l'article 13 de la présente loi, en ce qui concerne la détermination de poursuite.

ART. 37. — Les banques populaires constituées par des agriculteurs de communes urbaines seront formées et fonctionneront conformément aux dispositions de la présente loi.

Les obligations prescrites par cette loi et les prérogatives accordées aux maires des communes rurales et aux juges de paix, seront remplies et exécutées par les juges de paix. L'acte constitutif et les statuts des banques populaires ne seront légalisés qu'après l'approbation donnée par l'administration de la Caisse Centrale des banques populaires.

ART. 38. — Plusieurs banques populaires rurales d'une région peuvent se fédérer pour assurer le crédit et pour faciliter leurs opérations.

Si les banques populaires fédérées remplissent individuellement les conditions prescrites dans l'article 31 de cette loi, la fédérale formée peut travailler avec la Caisse Centrale.

Les formalités de la constitution des banques populaires rurales sont applicables aussi aux fédérales.

La part sociale d'une banque ou coopérative rurale dans la fédérale pourra dépasser 5.000 lei, par dérogation à l'article 225 du Code de commerce.

ART. 39. — La correspondance des banques populaires, des associations et des coopératives rurales avec la Caisse Centrale et avec le Crédit Agricole est dispensée de toute taxe postale.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLIX (Ed). *Traité élémentaire des sciences financières et de la législation financière*, Paris 1912.
- AUGHELESCO (J.-N.). *Le mouvement coopératif en Roumanie*.
- AXENTIE (Titu). *Miscarea cooperativa la sate in România*.
- BOURGEOIS (Léon). *La Solidarité*, Paris 1902.
- BATBIE. *Le Crédit populaire*, 1863.
- DUCA (J.-G.). *Sociétés coopératives en Roumanie*, Thèse. Paris 1902.
- FAGNEUX (Louis). *La Caisse de Crédit Raiffeisen et le raiffeisenisme en France et à l'étranger*, Paris 1908.
- FINK (Richard). *Das Schulze-Delitzschische Genossenschaftswesein und die modernen genossenschaftlichen Entwicklung tendenzen*, Jena 1909.
- GIDE (Charles). *Cours d'Economie Politique. La Solidarité économique*, Paris 1902.
- La Coopération* (conférences de propagande).
- LION-CAEN et L. RENAULT. *Droit commercial*, Paris 1913.
- MENIKOFF (Théodor). *Le Crédit coopératif en Allemagne, en Italie et en France*, Thèse, Paris 1911.
- La Caisse de Crédit Raiffeisen*, Paris 1908.
- MADGEARU (Virgil). *Structura si tendintele băncilor populare in Romania*, Bucuresti 1914.
- Presentul si viitorul cooperatiei satesti in Romania*, Bucuresti 1914.
- PERRÉAU (C.). *Cours d'Economie Politique*, Paris 1914.
- PROTOPOESCO (J.). *Coopération et société coopérative*, Paris 1908.
- RADUCANO (J.). *Le Crédit populaire en Roumanie* (rapport présenté à la Commission de Crédit, Gand 1912).
- H. TRUCHY. *Cours d'Economie politique*, Paris 1921.
- Moniteur Officiel* 1903 : *Desbaterile parlamenretare asupra Bancilor Populare*.
- Viata Românească*, 1912.
- Curierul Bancilor Populare*, 1910-1919.
- Anuarul Bancilor Populare*, 1919.
-

TABLE DES MATIERES

	PAGES
INTRODUCTION	1

CHAPITRE PREMIER

Définition des banques populaires.....	5
Historique de ces banques en France, Allemagne et Roumanie.	5

CHAPITRE II

CONSTITUTION DES BANQUES POPULAIRES RURALES

Classification. — Banques populaires urbaines. — Capital social. — Caractères de ces banques.....	20
---	----

CHAPITRE III

ADMINISTRATION DES BANQUES POPULAIRES

a) Assemblée générale	45
b) Conseil d'administration	48
c) Commission des Censeurs.....	50
d) Fonctionnaires	51

CHAPITRE IV

OPERATIONS DES BANQUES POPULAIRES

a) Opérations actives	53
b) Opérations passives	53
Le mouvement des banques populaires.....	59
Les Fédérales des banques populaires.....	69
Caisse Centrale	71

CHAPITRE V

ROLE ET EFFETS. REORGANISATION

	PAGES
Quelques renseignements sur la coopération de crédit populaire de Transylvanie, Banat, Bukovina et Bessarabie.....	77
CONCLUSION	88
APPENDICE : La loi sur les banques populaires.....	90
BIBLIOGRAPHIE	106

Vu :

Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu :

Le Président de la thèse,
C. PERREAU.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Recteur, l'Inspecteur de l'Académie,
A. MAURELLET.

